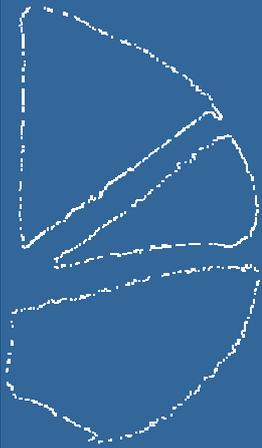




# **Rencontres internationales Lebret 2010**

24, 25 et 26 septembre 2010  
à Mazille (*France*)



***Actes du colloque***

Une publication de Développement et Civilisations - Lebret-Irfed, nom de l'association qui est la réunion, depuis 2005 de l'IRFED (Institut de recherche et de formation, éducation et développement), créé par Louis-Joseph Lebret, op., en 1958 et le Centre Lebret, créé par Vincent Cosmao, op., en 1971.

© Développement et Civilisations - Lebret-Irfed, mars 2011



Développement et Civilisations

**49 rue de la Glacière - 75013 PARIS - France**

**Tél. +33 1 47 07 10 07**  
**Fax +33 1 47 07 68 66**

**E-mail [contact@lebret-irfed.org](mailto:contact@lebret-irfed.org)**  
**Web site [www.lebret-irfed.org](http://www.lebret-irfed.org)**

## I. Se réappropriier les fondamentaux

### 1. Lebret, le penseur : une philosophie du développement

- i.* Pour une montée humaine universelle - **Paul Houée** ..... 4
- ii.* Lebret, de l'économie humaine  
au choc de la décolonisation et du développement - **Roland Colin** ..... 6

### 2. Lebret, l'acteur : traduire les principes en action

- i.* *Principes pour l'action* : Comment Lebret agissait-il ? - **Bernard Lecomte** ..... 8
- ii.* Le plan de développement au Sénégal - **Christian Valantin** ..... 17

### 3. Points forts des débats de la journée ..... 19

### 4. Les écrits de Lebret, le praticien, au défi des questions d'aujourd'hui - **Michel Tissier** ..... 21

## II. Dans les pas de Lebret : agir pour répondre aux défis d'aujourd'hui

### 1. Les grands défis d'aujourd'hui :

#### quelles réponses y donner dans la dynamique Lebret ? - **Yves Berthelot** ..... 24

### 2. Un grand témoin de la Pensée Lebret aujourd'hui : le CLAEH - **Luis Carrizo** ..... 27

### 3. Le Réseau dans la dynamique Lebret : actions passées et programmes pour demain

- i.* *Centre Lebret-Irfed* par **Isabelle Duquesne** ..... 30
- ii.* *Méditerranée Afrique Solidarité* par **Yves Ferry** ..... 32
- iii.* *Association Savoie Mont-Blanc Espérance Solidarité* par **André Duval** ..... 34
- iv.* *Bretagne Espérance Solidarité* par **Paul Houée** ..... 36
- v.* **Achille Biffumbu** : présentation de son action en R.D. Congo ..... 37
- vi.* **Lily Razafimbelo** : présentation de son action à Madagascar ..... 39
- vii.* **Pierre-Énocque François** : présentation de son action en Haïti ..... 40

## III. Faire vivre le Réseau international Lebret aujourd'hui et demain

### 1. Que voulons-nous faire ensemble ?

#### Synthèse des débats ..... 42

### 2. Conclusion de la rencontre par **Yves Berthelot** ..... 44

## VI. Annexes : Présentation des participants ..... 45

## 1. Lebre, le penseur : une philosophie du développement

### Pour une montée humaine universelle

*Par Paul Houée*

Cinq fondamentaux furent proposés par L.-J. Lebre (1897-1966), économiste français dont la pensée et la démarche inspirent aujourd'hui encore de nombreux acteurs du développement du réseau animé par le Centre Lebre-Irled : remettre l'être humain à la source et au cœur de tout développement, remembrer le tissu social, renouveler la participation démocratique, arrimer le local au mondial et enfin, s'ouvrir au dialogue des civilisations.

Le courant humaniste initié par L.-J. Lebre n'est pas une idéologie, mais avant tout une démarche globale et ascendante, partant de l'engagement et de l'observation. L.-J. Lebre n'a cessé de passer de l'action concrète à la réflexion et de la réflexion à l'engagement. Son cheminement personnel en témoigne : son approche a germé dans les enquêtes et les organisations des marins pêcheurs bretons de 1932 à 1940 ; elle s'est approfondie de 1940 à 1952 dans les études de l'économie humaine et les initiatives d'aménagement des territoires dans une France à reconstruire ; elle s'est élargie ensuite dans les missions d'étude au service des pays du Sud et des organisations internationales, avant d'appeler au grand dialogue entre les civilisations pour un développement intégral harmonisé.

Les intuitions de L.-J. Lebre sont d'une saisissante actualité dans un monde qui a sans doute aujourd'hui, plus que jamais, conscience des impasses auxquelles il est confronté et de la

nécessité d'un « développement de tout l'homme et de tous les hommes ». Cinq fondamentaux, en interaction permanente, fondent cette pensée pragmatique et active :

#### **Remettre l'être humain à la source et au cœur de tout développement**

« Il ne s'agit pas de plaquer un social correctif, palliatif sur une économie engendrant de soi un mal humain ; il s'agit de préconiser et de chercher à mettre en place un régime économique intégralement social et intégralement personnaliste, en même temps que très différencié qui répondent aux deux principes qui font partie du patrimoine connu de l'humanité : le respect actif de la personne, l'instauration efficace du bien commun ». Cette économie humaine a pour finalités essentielles de « nourrir les hommes, soigner les hommes, éduquer les hommes, libérer les hommes ».

Il s'agit en conséquence d'apporter une réponse ordonnée aux besoins humains que l'on retrouve dans la définition que le PNUD donne du développement humain qui comporte « la création de richesses, l'équité de leur répartition, la participation à la maîtrise du destin collectif, un espace de liberté permettant l'expression des groupes et des intérêts, une culture donnant cohérence et identité, l'adhésion à des valeurs transcendantes qui offrent signification, mobilisation et dépassement à cette construction collective ». (PNUD. Rapport 1992).

## Remember le tissu social

Permettre aux collectivités concernées de maîtriser l'espace et le temps, dans une tension permanente entre organisations sociales et relations communautaires. La dimension horizontale prime les divisions sectorielles ; concilier les territoires d'appartenance et les réseaux de relations, organisations sociales et relations communautaires, constitue l'un des enjeux du développement local.

L'aménagement des territoires doit être ordonné, pour L.-J. Lebreton, autour d'objectifs prioritaires :

- offrir un cadre de vie épanouissant qui respecte les cadres familiaux et les rythmes de l'homme
- créer des communautés territoriales « à portée d'homme »
- affirmer la prédominance de communautés territoriales responsables des biens essentiels sur les organisations économiques ;
- assurer une construction démocratique ascendante et décentralisée.

## Renouveler la participation démocratique

L.-J. Lebreton a toujours marqué une certaine réserve envers la démocratie molle, plus formelle que vécue : il veut promouvoir « une démocratie organique, à la fois sociale, économique et politique [...] constituée de bas en haut ».

Pour lui, État et collectivités décentralisées, entreprises et « forces vives » doivent collaborer ensemble à la promotion du développement local, en affirmant partout le primat du politique et de l'éthique sur le tout économique, ou le tout local replié sur lui-même. On voit poindre dans ses propos le rôle déterminant de ce qu'on n'appelle pas encore la société civile : pour lui le rapport société civile – pouvoirs politiques est essentiel à une démocratie vécue.

Cette démocratie doit se vivre aussi au niveau des entreprises et des organisations

## Arrimer le local et le mondial

Ses ouvrages *Suicide ou survie de l'Occident ?* (oct. 1958) et *Dynamique concrète du développement* (oct. 1967) dressent une synthèse saisissante (et

combien actuelle) de l'état du monde, d'une « humanité titubante dans un cheminement désordonné, d'impasses en impasses, incapable de résoudre les problèmes qu'elle se refuse à poser en termes rigoureux pour ne pas remettre en question ses valeurs illusives. [...] Le plus grand mal n'est pas la pauvreté des démunis, mais l'insouciance des nantis [...] L'Occident se suicide à force d'être court. »

« La question n'est pas d'uniformiser le monde, mais de transformer en chaque zone peuplée d'hommes les potentialités en possibilités puis en réalités, au rythme du possible, par une série ininterrompue de petites avancées, avec la participation maximale de la population, en particulier des femmes et des jeunes, avec l'aide d'équipes polyvalentes et de leaders formés. »

## S'ouvrir au dialogue des civilisations

Pour L.-J. Lebreton, l'économie humaine se fonde sur un socle, un horizon des valeurs : « C'est d'abord par défaillance de l'esprit que l'humanité moderne est malheureuse. Submergée par les fausses valeurs, elle ne sait plus estimer et hiérarchiser les vraies valeurs... Le régime capitaliste a universalisé la mesure quantitative des valeurs. L'argent est devenu la mesure des choses, la mesure de l'homme, la mesure des sociétés... A de la valeur ce qui est bon pour l'homme, ce qui assure son développement normal, ce qui facilite son ascension, ce qui l'aide à se dépasser... à vivre par le meilleur de lui-même » (1946).

Il accorde, au fur et à mesure de sa découverte des autres continents, de plus en plus d'importance à la reconnaissance, à la rencontre de différentes civilisations, l'Occident exerçant un rôle de mise en relation et non de monopole. Cela exige que « pays développés et pays moins développés aient le courage de reconsidérer ensemble jusqu'à quel point il peut y avoir entente au sujet des valeurs communes à promouvoir, des valeurs particulières à respecter et de la civilisation solidaire à instaurer et quels changements profonds seraient à envisager dans les relations supranationales pour que le problème du développement généralisé devienne soluble. »

# Lebret, de l'économie humaine au choc de la décolonisation et du développement

*Par Roland Colin*

Le père Lebret a connu, au long de sa vie active, une succession d'étapes qui ont traversé un bouleversement du monde inédit dans l'histoire, au fil d'un engagement de plus en plus intense au regard des idées et des forces conduisant aux problématiques d'aujourd'hui : un pionnier et visionnaire avec le paradoxe de la fermeté dans l'action et l'admirable humilité d'un esprit humain interrogeant constamment l'avenir pour en décrypter le sens. Paradoxe donc de cette ouverture prospective se distinguant d'un pragmatisme récusant le lien entre hier et demain. Pour Lebret, la vocation humaine par excellence est de construire le sens, la ligne de sens, en affrontant l'inédit sans oublier le cheminement de l'histoire. Nous devrions, dans notre fidélité lebretienne, nous sentir profondément à l'aise dans le mouvement prospectif procédant de nos racines communes, pour innover à son image en faisant notre miel des expériences qu'il a conduites.

La première étape de Lebret est marquée par le choix de resituer la dimension humaine dans sa portée globale au traitement de l'économie et du social. Ce fut le fruit de son action au service du monde de la pêche et des travailleurs de la mer. Il en émergeait une orientation méthodologique permettant d'articuler l'intelligence des réalités à leur transformation. On peut le caractériser comme l'enquête participative, où l'acteur se donne les moyens de comprendre, d'interpeller, en élucidant sa propre expérience dans son contexte pour agir en devenant auteur de son projet.

La seconde étape, où l'économie humaine s'affirme à la fois comme théorie, doctrine et principes pour l'action, s'inscrivant dans un terrain/territoire, coïncide avec la création d'Économie et Humanisme, qui permet d'orchestrer la mise en œuvre des savoirs et des compétences interdisciplinaires et intersectorielles au service d'un aménagement maîtrisé et finalisé de l'espace, social d'un groupe humain conscient et solidaire. C'est la période initiée pendant la Seconde Guerre mondiale où les équipes Lebret s'engagent avec passion dans l'élucidation et la maîtrise de la notion de communauté, avec les engagements sociaux qui en procèdent. Ainsi le travail pionnier avec la Communauté Boimondau. À ce stade, Henri Desroche prend une place éminente comme partenaire de Louis-Joseph Lebret, son maître, et l'un et l'autre s'attachent à saisir le sens humain du marxisme en le dégageant d'un matérialisme

primaire, pour que ses apports au mouvement social puissent être retenus par la nouvelle économie humaine ne renonçant en rien à son ouverture spirituelle essentielle pour assurer la globalité du phénomène humain.

Troisième étape : malgré et à travers les remous des institutions au sein desquelles Lebret poursuit sa trajectoire, le message rebondit hors de la vieille Europe. Lebret est sollicité comme expert en développement par les Nations unies, où son message touchant la globalité a un impact marquant. Il en procède une ligne d'engagement pionnière en Amérique latine où Lebret se pose comme initiateur d'une stratégie de développement global, enrichie par les méthodologies et les expériences des étapes antérieures. Soucieux une fois de plus de relier la recherche à l'action, il propose une approche multidisciplinaire d'une planification procédant des réalités humaines et dont la démarche sera décrite dans *Dynamique concrète du développement*.

Jusqu'à cette étape, Lebret a eu comme partenaires des institutions et des pouvoirs d'État procédant des cultures occidentales à forte connotation judéo-chrétienne (Brésil, Colombie, Chili notamment). Une part importante de ceux-ci s'inscrivait dans une ligne politique de démocratie chrétienne confrontée à la montée de mouvements populaires influencés par la vision marxiste ; le problème de la justice sociale est ainsi crucial et Lebret en fera le paradigme essentiel de la stratégie du développement qu'il propose.

Quatrième étape : les équipes d'Économie et Humanisme du site français sont partagées vis-à-vis de ces engagements de Lebret au grand large. Ce dernier ressent alors la nécessité de se doter d'un outil mieux approprié à l'indispensable ouverture mondiale qui s'impose à lui. À cette fin, il fonde l'IRFED en 1958, et c'est le temps d'un engagement profondément nouveau en Afrique. Lebret accepte d'être conseiller en développement auprès de Mamadou Dia, chef du gouvernement sénégalais. Il rencontre alors avec force deux problématiques inédites au regard de son expérience : celle de la décolonisation, que l'Afrique aborde au plus vif, et celle de l'engagement de l'économie humaine, au-delà des terres de civilisation judéo-chrétienne, dans le monde de l'islam. Peu après, l'ouverture à l'islam sera confortée par une collaboration de l'IRFED

avec le gouvernement libanais présidé par un chrétien au sein d'une coalition interconfessionnelle.

Lebret accompagne ce mouvement de la création d'un secteur de recherche qu'il dénomme « Valeurs et civilisations » et lance la revue *Développement et civilisations* qui doit apporter un forum d'idées et d'expériences au regard des nouveaux horizons où s'engage l'IRFED. Dans le même temps, il est sollicité comme expert au Concile où il se fera le champion de cette perception du développement, amorce du rôle déterminant qui sera le sien dans l'élaboration à suivre de l'encyclique *Populorum Progressio*.

Le père Lebret quitte ses chantiers en juillet 1966, et je recueille, dans la succession qu'il me demande d'assurer, son message testamentaire. Il tient essentiellement en deux fortes propositions. « J'ai mené la barque, me dit-il, à partir de ma culture. À vous de continuer, dans le même sens, à partir de votre culture que vous élaborerez dans l'histoire qui vient. En second lieu, il est essentiel d'élargir l'œcuménisme au-delà du monde chrétien. »

C'est dans ce sens que nous avons poursuivi et il me semble que ces mots d'ordre sont, aujourd'hui, plus que jamais d'actualité.

Sur le premier plan, dans ce monde globalisé en trompe-l'œil, en réalité confondant le global avec le totalitarisme de l'argent, de l'économie marchande et du profit, la ligne indiquée par Lebret c'est d'affirmer le réagencement du monde à partir d'une vision globale de l'homme, en personne et en groupe. Que le développement – il ne faut pas avoir peur du mot – s'appuie sur le projet des hommes, des femmes, de la solidarité intergénérationnelle, dans leur communauté de vie, c'est-à-dire dans leur espace de solidarité dont il

faut imaginer, réimaginer l'agencement. C'est cette démocratie participative que Mamadou Dia, le musulman, et Lebret, le chrétien, avaient entrepris de mettre en œuvre dans le Sénégal de l'Indépendance - une expérience concrète dont bien des enseignements peuvent être tirés aujourd'hui encore. Dia avait opté résolument pour un développement participatif à partir de communautés de base, de communautés ouvertes, coopérantes - aux antipodes du communautarisme, dans des constructions remontant de la base au sommet. Dans cette perspective, il est évident que l'éducation généralisée, partagée, est le maître-mot. C'est dans cette voie que s'est développé l'IRFED à la suite de Lebret.

Il est clair également que cette solidarité ouverte exige de considérer, de mettre en œuvre le respect et la coopération des manières différentes de réaliser le projet humain dans l'histoire. Depuis la création de « Valeurs et civilisations », de *Développement et civilisations*, les continuateurs de Lebret ont considéré, avec lui, que le dialogue des cultures, le dialogue des valeurs et des religions était essentiel, appelant à des « éducations dialoguantes », fondements de la paix et du développement. Sur ce terrain, comme sur les terrains précédents, il ne peut être question de s'en tenir à de grandes idées. Les enseignements de Lebret, d'une ardente actualité, c'est de partir du réel, du vécu, des échanges entre acteurs de cultures différentes de la Cité humaine, échangeant, capitalisant, théorisant et coalisant leurs expériences.

Il me semble que, plus que jamais, cette ligne de recherche et d'action, de recherche-action, dont se prévalait Desroche héritier de Lebret, doit faire entendre sa voix dans un monde en perte de références, où le « tout l'homme et tous les hommes » conserve des accents d'avenir.

## 2. Lebrez, l'acteur : traduire les principes en action

### **Principes pour l'action : comment Lebrez agissait-il ?**

*Par Bernard Lecomte*

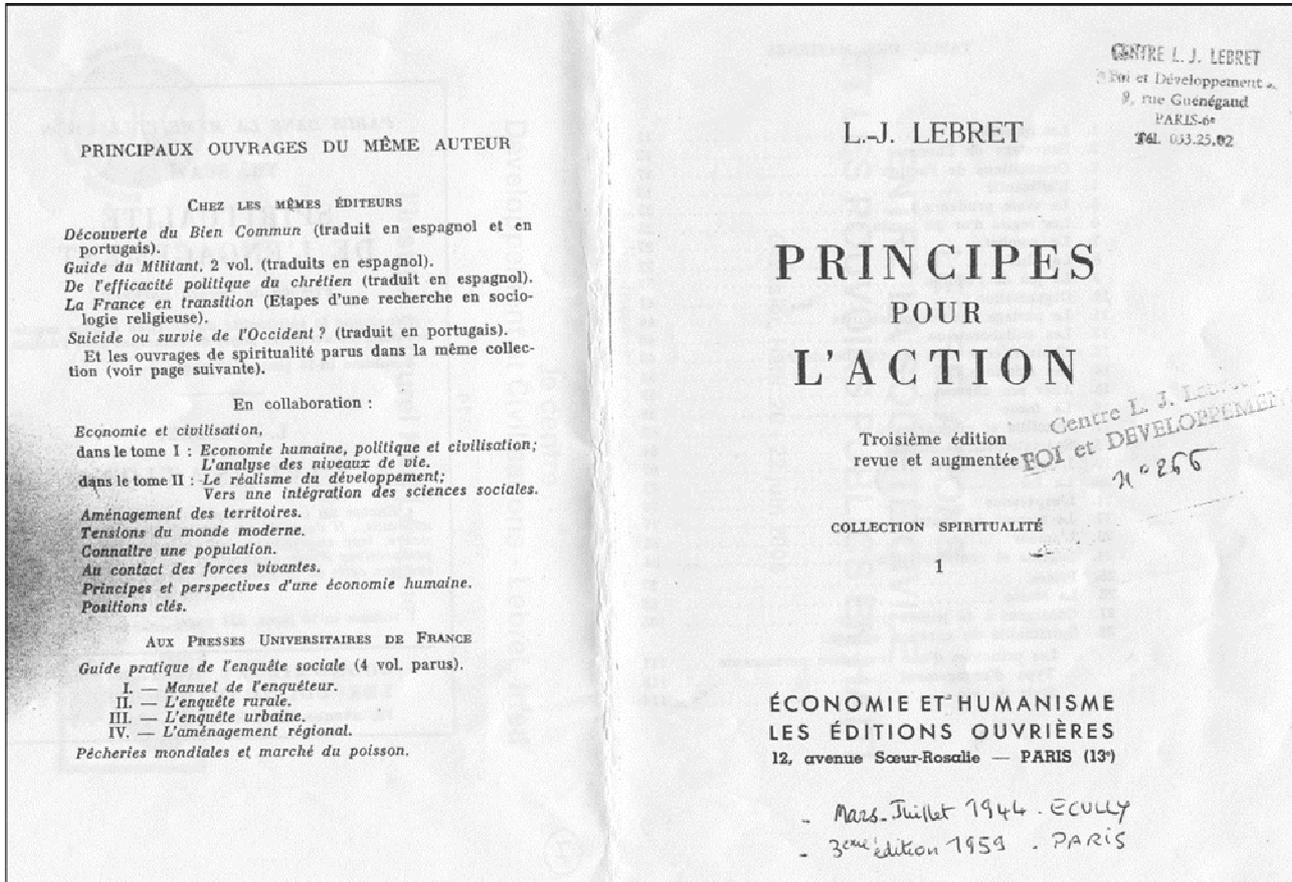
Avant tout, mon but est de vous donner envie de relire Lebrez !

*Principes pour l'action* est un texte de L.-J. Lebrez publié en 1944 dans une collection d'Économie et Humanisme : « Spiritualité », réédité en 1956.

Pourquoi avoir choisi cet ouvrage pour illustrer Lebrez l'acteur ? Parce que le mot « Principes » me permet de ne pas tomber dans un travers qui serait de parler des instruments. J'ai là ce qu'est un instrument, par exemple les cartes et les enquêtes participatives. Je fais le choix de ne pas parler des instruments car Lebrez ne m'a pas conquis par les instruments ! Pourtant il a écrit plus d'ouvrages sur

les instruments qu'il n'en a écrits sur le fond. Mais lorsque je l'ai rencontré en 1947, il ne parlait pas d'enquêtes, il parlait d'un monde nouveau à construire.

J'attire votre attention sur la couverture de l'ouvrage *Principes pour l'Action* et sur le nom de la collection : « Collection Spiritualité ». Lorsque vous êtes un jeune ingénieur comme je l'étais et que vous vous intéressez à des principes pour l'action, vous ne vous imaginez pas tomber dans un registre spirituel. Aujourd'hui, je voudrais seulement vous donner envie de les retrouver, dans leur fraîcheur !



## Objectifs : sauvetage de l'Homme

- « L'œuvre à accomplir : travailler de tout soi à la montée humaine universelle. »  
« Il faut avoir un message à porter au monde. Il faut proposer aux hommes un grand dessein. Ils souffrent de n'être invités qu'au médiocre. »

Cela est essentiel chez Lebre. Il ne disait pas : « Tu vas faire une petite enquête », il disait : « Le socialisme sénégalais, tu vas y aller, tu vas y mettre un coup, parce qu'ils ont besoin de toi ! »

- « Il ne s'agit jamais que de rendre témoignage à la vérité, témoignage au Christ. »

Le mélange de tout cela (travailler depuis soi, le message, les Hommes, le Christ), c'est tout Lebre. Et c'était, à cette époque-là, très émouvant, au sens de « mouvoir », « mettre en route ».

Je prends deux ouvrages qui me semblent intéressants à comparer à celui de Lebre :

- Mamadou Cissokho, *Dieu n'est pas un paysan*<sup>1</sup>
- Paul Houée, *Les chemins creux de l'espérance*<sup>2</sup>

Dans les deux ouvrages on retrouve des parallèles avec celui de Lebre.

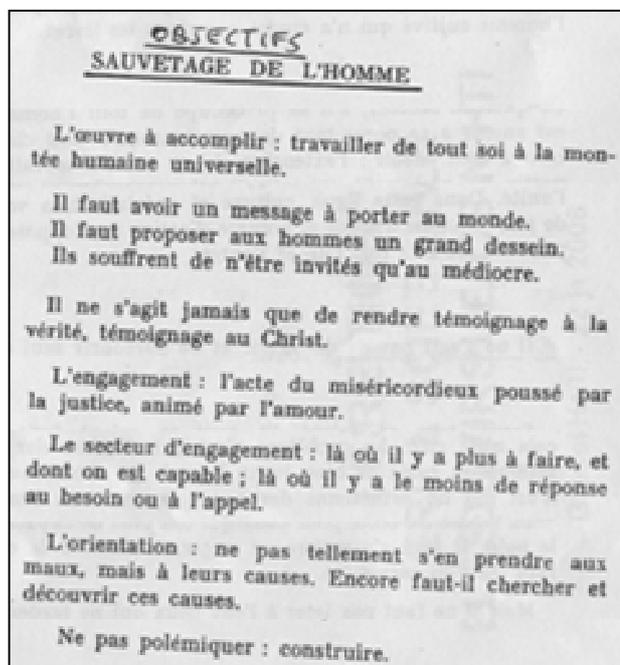
Par exemple, à la page 255 de Cissokho, la conclusion de son ouvrage est « Concevoir ensemble un projet de société ».

Ce n'est pas un paysan qui dit : « On va s'organiser ensemble pour cultiver des patates. » Non. Il dit vouloir construire ensemble un nouveau projet de société.

### L'orientation

« Ne pas tellement s'en prendre aux maux ». Dans son ouvrage *Dimensions de la charité*, il insistait : « si vous voulez être charitables, commencez par vous battre pour que les causes de la pauvreté disparaissent ! » Il nous a entraînés à dire « Arrêtez de panser des plaies, mais essayez de faire que l'homme ne soit pas blessé ! »

Chercher les causes est un principe que l'on retrouve chez Cissokho. Je cite celui-ci : « À cause de la mauvaise gestion des productions



céréalières, on subissait pendant la soudure une période difficile et certaines familles ne mangeaient pas. Ce qui nous a amenés à réfléchir pour déterminer à travers nos repères, nos références et notre identité la nature exacte de cette prédisposition constatée au gaspillage. »

Ceci est très lebre. Il s'interroge sur un phénomène qui semble tout à fait normal pour les gens : pendant plusieurs mois on ne mange pas. Il se questionne, constate qu'il y avait assez de récolte au début de l'année, et pourtant, à la fin, il n'y en a pas assez !

Il tente de « gratter », de comprendre de quelle manière c'est arrivé.

Voilà l'un des points de la dynamique sociale : faire découvrir aux gens leur propre situation.

Et c'est cela qui était désarmant, lorsque l'on travaillait pour Lebre... Au Sénégal il nous fallait fournir en 18 mois un travail de cartographie, de typologie, d'analyse. Par rapport à un travail étalé sur des années en France. À mon sens, on ne peut pas parler d'enquête participative. Au Sénégal on

<sup>1</sup> Mamadou Cissokho, *Dieu n'est pas un paysan*, Présence africaine - GRAD, Paris, 2009, 294 pages

<sup>2</sup> Paul Houée, *Les chemins creux de l'espérance*, Cana, 1982

## La notion de misère

Chez Lebreton, la misère n'est pas simplement le misérable au bord de la route qui demande à être aidé. C'est moi, c'est l'ingénieur qui ne sait pas y faire.

- « C'est le malheureux qu'on rencontre effectivement sur son chemin, mais c'est aussi le prolétariat opprimé, les riches matérialisés, la bourgeoisie sans grandeur, les puissants sans horizon, toute l'humanité de notre temps en tous ses secteurs. »

La notion de misère était très large chez Lebreton aussi : « Prendre dans son cœur et sur ses épaules la misère du peuple », ce n'était pas simplement s'occuper de quelques misérables.

- « Pas comme un étranger cependant, mais comme l'un parmi les autres, avec les autres, en les mettant dans le coup, en les engageant dans le combat de leur délivrance, en les faisant grimper dans l'accomplissement d'un grand effort. »

Méditer et reméditer l'Évangile du chemin de Jéricho. Le demi-mort sur le bord de la route ? C'est le malheureux qu'on rencontre effectivement sur son chemin, mais c'est aussi le prolétariat opprimé, les riches matérialisés, la bourgeoisie sans grandeur, les puissants sans horizon, toute l'humanité de notre temps en tous ses secteurs.

La misère, toute la misère humaine, toute la misère des logements, des vêtements, des corps, du sang, des volontés, des esprits ; la misère des déclassés, des prolétaires, des épargnants, des banquiers, des bourgeois, des nobles et des princes ; des familles, du syndicalisme, des cartels, des empires.

Prendre d'abord dans son cœur la misère du peuple. Elle est la moins méritée, la plus tenace, la plus oppressive, la plus fatale. Et le peuple n'a personne pour l'en préserver, pour l'en sortir. Plusieurs le plaignent, quelques-uns l'aident, personne ne s'en prend aux causes profondes. D'où l'inefficacité de la philanthropie, de l'assistance, de la bienfaisance. La misère du peuple est de corps et d'âme à la fois. Pourvoir aux besoins immédiats y change peu, tant qu'on n'ouvre pas les intelligences, tant qu'on ne rectifie pas et n'affermi pas les volontés, tant qu'on n'anime pas les meilleurs d'un grand idéal, tant qu'on n'aboutit pas à la suppression ou du moins à l'atténuation des oppressions et des injustices, tant qu'on n'associe pas les humbles à la conquête progressive de leur bonheur.

Prendre dans son cœur et sur ses épaules la misère du peuple ; pas comme un étranger cependant, mais comme l'un parmi les autres, avec les autres, en les mettant dans le coup, en les engageant dans le combat de leur délivrance, en les faisant grimper dans l'accomplissement d'un grand effort.

## Le combat

Le titre est interpellant !

Lebret commence avec : « Aimer le combat. [...] n'y jamais manquer à la vérité et à la justice. [...] Aimer le combat [...] par amour. »

▪ « Il faut veiller sans arrêt [...] pour ne pas se laisser accaparer ou compromettre [...]. On joue sur tout, sur votre besoin d'argent, sur votre besoin d'appuis, on joue sur votre vertu et sur vos faiblesses... »

On ne peut lire cette phrase sans penser à son combat au sein de l'Église.

Dans le combat, méfie-toi de tes amis et méfie-toi de tes ennemis. On ne connaît pas assez, à mon sens, ce côté de Lebret.

La phrase clé reste pourtant : « c'est dans le combat que l'on apprend le réel. » Cela est tout à fait *cissokhien* ! La différence entre Houée et Cissokho est que Houée a tout de même fait « quelques » études alors que tout ce que Cissokho a appris et tout ce qu'il transmet aujourd'hui est entièrement appris dans le réel, comme disait Lebret. Il a appris dans le combat.

Citation de Paul Houée, p. 70 : « Tout était à faire dans cette commune laissée à l'abandon. Le premier numéro de notre bulletin communal annonçait notre démarche et détenait déjà un calendrier de réalisation, cette mise en route très rapide avait pour but de donner à la population de Saint-Gilles confiance en elle-même. » On retrouve le Sénégal ! C'est-à-dire : celui qui combat est normalement dans un rythme long et est condamné par les circonstances à un rythme court...

« Quiconque veut maîtriser l'événement doit aller plus vite que lui. » Typique au Sénégal ! Il fallait écrire les mesures avant d'avoir étudié les choses. J'ai dû écrire un texte sur des coopératives, 800 coopératives, en une nuit ! J'en ai encore mal ! Parce que, à cause de l'économie de traite, il fallait créer assez rapidement un point de départ, un « brevet de naissance » des coopératives d'achat de l'arachide.

### LE COMBAT

Aimer le combat. Le considérer comme normal. Dans l'état de nature déchue, c'est la vie. Ne pas s'en étonner, l'accepter, s'y montrer courageux, y être soi, n'y jamais manquer à la vérité et à la justice. Les armes du chrétien ne sont pas les armes du monde.

Aimer le combat, non pour lui-même cependant, mais par amour du bien, par amour de ses frères à délivrer.

Il faut veiller sans arrêt pour garder vraiment sa liberté, pour ne pas se laisser accaparer ou compromettre par un clan.

On joue sur tout, sur votre besoin d'argent, sur votre besoin d'appuis, sur votre vertu et sur vos faiblesses, sur votre timidité et sur votre hardiesse, sur vos amis et sur vos ennemis, sur votre candeur et sur votre prudence. On profite de chacune de vos hésitations, de chacun de vos faux pas. On vous enserre peu à peu. On croit vous avoir. Dieu veuille qu'on ne vous ait pas. C'est presque un miracle.

Quiconque veut maîtriser l'événement doit aller plus vite que lui. Il faut pour cela voir d'avance la réalité dans ses causes et agir sur les causes. Une fois le combat engagé, il faut triompher. Il ne s'agit pas alors de se donner à moitié, mais à fond, jusqu'à décision. L'action est toujours un combat ; qui la conduit mollement est assuré de l'insuccès total. Dans l'action, il faut aller plus vite que l'événement, lui imposer son rythme.

On n'est jamais seul, même en ses heures de pire solitude. Dès que l'on affirme la vérité, dès que l'on veut le bien, dès que l'on combat pour la justice, on se fait de nombreux ennemis, mais on se prépare aussi de nombreux amis. D'autres, à côté, aiment la vérité, le bien, la justice. Demain, ils seront ouvertement à nos côtés.

Il y a toujours, même parmi ceux qui s'opposent aujourd'hui à notre action, des hommes prêts à se joindre à nous dès qu'ils auront reconnu notre vrai visage.

▪ « On n'est jamais seul, même en ses heures de pire solitude. Dès que l'on affirme la vérité, dès que l'on veut le bien, dès que l'on combat pour la justice, on se fait de nombreux ennemis, mais on se prépare aussi de nombreux amis. » C'est là que je me reconnais ! Dans les conférences, il nous interrogeait en tant que patrons et fils de patrons, disant : « Vous êtes dans la misère non seulement vous êtes peu compétents, mais vous ne comprenez rien ! ». C'était une attaque mais cela fonctionnait. Il provoquait une écoute individuelle. Ce soir-là nous étions sans doute trois ou quatre à rencontrer son message. C'était un choc, orienté vers l'action.

## Spécialisation et Culture

« Homme d'étude et homme d'action ne s'opposent pas : on est à la fois l'un et l'autre. » Cette phrase peut paraître détestable pour de vrais universitaires.

Paul Houée a essayé d'être les deux : « Stimulé par mon voyage en Israël, je veux me décider à restituer les enseignements de ce voyage. » C'est le cœur même de l'enquête participative : restituer après l'écoute.

« C'était le 25 avril 1965, une vieille salle d'école de Saint-Gilles, une maigre affiche qui montre un pays qui ne veut pas mourir, je croyais avoir en face de moi 40 personnes, ils étaient 400. Sans doute se sentaient-ils perdus, souffrant d'un retard qu'ils n'arriveraient jamais à refaire et moi un gars du pays, sans doute aussi auréolé de mon titre de docteur, je leur disais : "voilà ce que nous avons vécu mais ce n'est pas fini, nous avons encore une étape à parcourir ; quelle sera-t-elle ? Je n'en sais rien ! " » Ceci est aussi très lebrezien : lorsque quelqu'un ne sait pas faire, il le pousse à partir. Il faut s'embarquer ; il n'y avait rien à lui répondre.

La meilleure école, donc, pour Lebrez : le bain ! « Il faut s'y mettre, et nager, et doubler le courant ou s'en servir. Mais il ne faut pas jeter à l'eau ceux qui ne tarderont pas à se noyer. »

## SPÉCIALISATION ET CULTURE

Je crains le spécialiste d'une seule spécialité. Je plains l'homme cultivé qui n'a étudié que dans les livres.

Il faut mener de front sa spécialisation et sa culture. Qui se spécialise sur les problèmes de l'homme concret, en quelque secteur, s'il se préoccupe de tout l'homme, est amené à se poser tant de questions qu'il doit chercher à tout savoir ; l'extension de sa culture se fait à partir du réel qu'il connaît directement. Centrée sur l'homme, sa culture se développe harmonieusement dans l'unité. Dans cette ligne, culture et spécialisation vont de pair. Homme d'étude et homme d'action ne s'opposent pas : on est à la fois l'un et l'autre.

Il ne s'agit pas de découvrir et de parcourir seul une piste, une fois, mais de tracer et construire pour l'usage de beaucoup une large route.

Savoir tout ce qu'ont dit, tout ce qu'ont écrit les autres ; si l'on reste privé du contact direct avec l'objet, cela n'est rien. Le problème n'est pas d'accumuler les références, mais de bien juger le réel. La connaissance n'est pas un esthétisme des concepts, mais un accord avec l'objet.

La meilleure école pour ceux qui ont plus de capacité : le bain. Il faut s'y mettre, et nager, et doubler le courant ou s'en servir (1).

Mais il ne faut pas jeter à l'eau ceux qui ne tarderont pas à se noyer. Tous ne sont pas faits pour l'héroïque aventure.

(1) Doubler le courant : gagner contre lui par rapport au fond.

## L'EFFICACITÉ

Il y a une technique de l'action : ne vouloir ni l'étudier, ni l'appliquer, c'est tenter Dieu.

Une fois fixées les fins, prendre les moyens proportionnés. Commencer par l'enquête pour savoir de quoi il s'agit.

Celui qui sait parce qu'il a vu, parce qu'il a expérimenté, parce qu'il a longuement médité, n'est pas suspendu à l'approbation d'autrui ; il va son chemin dans la certitude.

Il ne faut pas cependant attendre, pour agir, de tout savoir. Personne ne sait jamais tout et c'est l'action même qui permet de progresser dans le savoir.

Pour réussir, il faut être le premier en fait de documentation, avoir des antennes et des entrées partout, être dominé par une idée puissante qui ne s'exprimera que peu à peu.

Il ne faut pas lésiner sur le matériel et il faut le standardiser pour les équipiers et les équipes. Ainsi le carnet omo-ring n° 33 et les chemises et classeurs pour fiches de ce carnet ; ainsi le répertoire sur fiches échelonnées ; ainsi le classement vertical format commercial ; ainsi le bureau à quatre tiroirs type Ronéo ; ainsi ...

## L'efficacité

Ce n'est pas compliqué, pour Lebrez !

« Il y a une technique de l'action : ne vouloir ni l'étudier, ni l'appliquer, c'est tenter Dieu. »

Cette phrase renvoie à « Voir, Juger et Agir ».

Il y a cette idée un peu folle : le fait de vouloir tout voir.

« Pour réussir, il faut être le premier en fait de documentation, avoir des antennes et des entrées partout, être dominé par une idée puissante qui ne s'exprimera que peu à peu. »

Cette phrase comprend en même temps les réseaux et cette idée puissante qui ne va s'exprimer que peu à peu. On retrouve cela exactement chez Cissokho : un grand destin qu'il « se » découvre patiemment.

## La vraie prudence

Ici, cette phrase que j'aime :

« Tu veux savoir, va voir. Méfie-toi du livre, suis l'objet. » Si je remplace le mot « objet » par le mot « acteur » et cela me convient encore mieux comme principe d'action.

Ensuite, Leuret s'en prend aux gens de bien.

« La Spiritualité. Pas l'habituelle aux gens de bien, en cinq points : ne pas fixer les buts, ne pas prendre les moyens proportionnés, échouer, accuser les méchants, s'abandonner à Dieu. Mais observer, écouter, conclure, vouloir, s'engager, se rectifier, rationaliser, insister, élargir, prier, s'abandonner.

Fixer les fins, étudier le terrain [...].

S'embarquer. On ne sait quels navires on rencontrera [...]. »

En gros, tu es disponible, tu viens. Tu n'as jamais fait ce travail ? Tu n'as jamais connu le Sénégal ? Tu pars demain. Alors bien sûr : « Une grande œuvre est toujours, selon le monde, une imprudence. »

### LA VRAIE PRUDENCE

Tu veux savoir, va voir. Méfie-toi du livre, suis l'objet.

Tu dois être, dans le secteur que tu as choisi, l'homme qui sait le mieux, non parce que tu connais le mieux tous les détails — c'est impossible — mais parce que tu connais, et de façon coordonnée, assez de détails pour saisir l'ensemble. Ce qui manque le plus aujourd'hui, en tous domaines, c'est l'homme des ensembles. Il s'en présente, mais de faux. Ils n'ont pas commencé par l'analyse minutieuse ; ou bien la culture leur manque ; ou encore pour eux l'homme ne compte pas. Il faut tout cela à la fois, l'analyse, la culture et l'amour.

Spiritualité. Pas l'habituelle aux gens de bien, en cinq points : ne pas fixer les buts, ne pas prendre les moyens proportionnés, échouer, accuser les méchants, s'abandonner à Dieu. Mais observer, écouter, conclure, vouloir, s'engager, se rectifier, rationaliser, insister, élargir, prier, s'abandonner.

Fixer les fins, étudier le terrain, ne pas mésestimer les adversaires, établir son plan, prendre tous les moyens rationnels dont on peut disposer, préparer soigneusement ses armes, engager vaillamment le combat, s'abandonner à Dieu.

S'embarquer. On ne sait quels navires on rencontrera, quelles tempêtes on essuiera, dans quels ports on devra relâcher. On part, n'ayant pas tout prévu, et on arrive. Il suffit que le bateau n'ait pas de voie d'eau, que les soutes soient assez pleines, la machine en état et que le capitaine et ses hommes sachent suffisamment leur métier. Il y a risque. Cela n'empêche pas de partir.

Une grande œuvre est toujours, selon le monde, une imprudence.

### ORGANISATION

Observer sans cesse et noter, sinon l'observation reste une impression.

Il faut acquérir les techniques de l'action. Qui les méprise échoue fatalement. Toute action a sa technique : il faut se faire initier par ceux qui ont l'expérience et expérimenter soi-même.

D'excellentes sténos, de bonnes dactylos, d'excellents comptables conditionnent désormais l'efficacité de tout équipe.

## Organisation

« Observer sans cesse et noter, sinon l'observation reste impression. »

Si Leuret avait été parmi nous aujourd'hui, il aurait demandé : comment pouvez-vous organiser une réunion en ma présence où il n'y a pas de table pour prendre des notes ? Il aurait été fâché de ne pouvoir remplir facilement son carnet à trous...

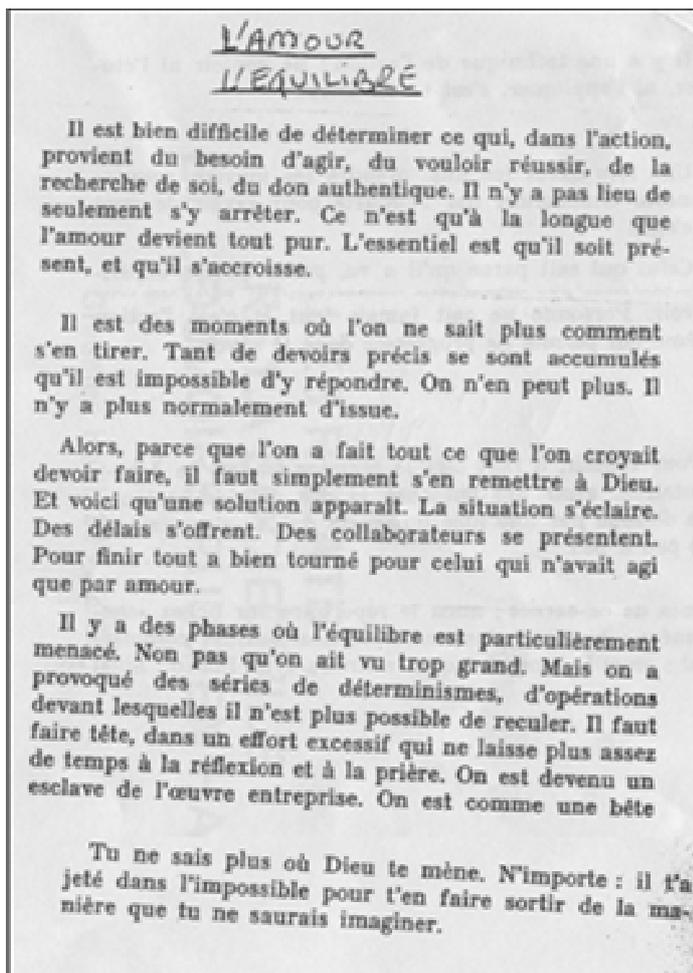
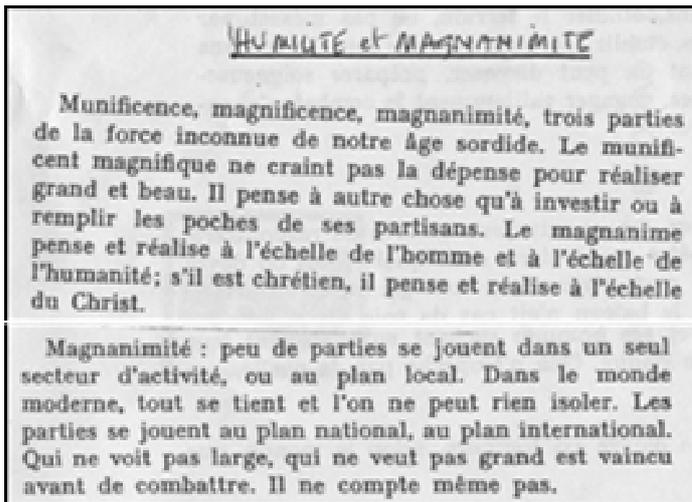
## Humilité et magnanimité

« Munificence, magnificence, magnanimité, trois parties de la force inconnue de notre âge sordide. »

Trois termes que Lebret aimait beaucoup, comme s'il avait besoin de ce balancement.

La magnanimité pour Lebret :

« Magnanimité : peu de parties se jouent dans un seul secteur d'activité, ou au plan local. Dans le monde moderne, tout se tient et l'on ne peut rien isoler. Les parties se jouent au plan national, au plan international. Qui ne voit pas large, qui ne veut pas grand est vaincu avant de combattre. Il ne compte même pas. »



## L'amour, l'équilibre

Il y a des moments où l'on ne sait plus comment s'en tirer. Par exemple, les moments que j'ai vécus en 1958-1965, avec l'implication de Lebret au Concile et l'usure suite à son travail au Liban. Lorsqu'il fondait l'IRFED, il s'est tourné vers l'Abbé Pierre et le père Voillaume. Ils m'ont poussé, en tant que jeune célibataire, à fonder la « Fraternité des amitiés internationales », afin d'avoir des chrétiens qui s'engagent pour aider au tiers-monde.

Certains n'étaient pas chrétiens ; ce n'était pas grave. Il nous a poussés à fonder le Centre de formation pour le Développement économique et humain. J'ai alors été nommé (par Voillaume et lui) président de ce « CFDEH » sans aucune discussion. Il n'y avait pas place pour une discussion.

C'était chez lui, à la fin, une boulimie de vouloir tout faire. Je me souviens que lorsque j'étais au chevet de son corps, je me suis penché sur lui et j'ai dit : « Je ne vous comprends pas ! On avait besoin que vous nous fassiez un bon livre, pour nous laisser un testament et vous n'avez fait que courir ! ». À ce moment-là je ne connaissais pas les travaux qu'il avait réalisés pour le Concile, sujet sur lequel il était discret.

## La Messe

La Messe pour Lebrez, c'était prendre tout ça ! Prendre l'humanité telle qu'elle était et puis dire : voilà Seigneur, je t'offre ceci et puis cela, tout ce qui vit autour de moi.

### LA MESSE (1)

La Messe : on ramasse tout en soi, on retrouve tout dans le Christ, on offre tout avec le Christ, on reçoit le Christ.

o

La Messe : l'action la plus essentielle, l'action suprême. Le sacrifice. Je suis prêtre. Je sacre. Je consacre. Je rends sacré le don de Dieu et des hommes, je rends divin.

---

(1) J'ai reçu l'essentiel de cette doctrine de mon maître le P. Barnabé Augier pendant qu'il était régent des études au Studium dominicain de Ryckholt (Limbourg hollandais). Elle est toute imprégnée du donné patristique.

Et que faire d'autre des dernières pages, que de les relire avec humilité ?

SPIRITUALITÉ DU CHRÉTIEN ENGAGÉ

LES PRINCIPES D'UNE RÉVOLUTION PERMANENTE

1°/ Note révolution on sera permanente et ascendante (ind)  
Nous voulons opposer à la société contemporaine  
un certain nombre de refus,  
- critiques de façon courageuse et efficace,  
à la construction d'un monde plus humain et chrétien.

2°/ [1] Cette note infatigable négative de la  
plan de Dieu ; elle veut avant tout réaliser le mouve-  
ment universel vers Dieu, par l'humanité, dans le Christ.

La révolution ascendante commence par la transforma-  
tion spirituelle de chacun et se prolonge dans les  
groupes où il exerce son influence. Dès lors, elle fait  
tendre chacun de ceux qui l'accomplissent, et tous ceux  
qu'ils entraînent avec eux, et l'univers vers Dieu.

Cette forme de révolution est toujours efficace et s'ef-  
fectue dans la sécurité absolue.

A mesure qu'en grandissant nous-mêmes, nous deve-  
nons capables de plus d'influence, notre action s'exerce  
au plan social, au plan économique, au plan politique,  
au sein de groupements de plus en plus larges, mais  
elle échappe aux vicissitudes des mouvements politiques  
et s'exerce sans interruption à travers les évolutions  
sociales et économiques. Elle continue et s'accroît au  
milieu même des bouleversements, de quelque nature  
qu'ils soient. En ce sens, elle est toujours en avance de  
tout autre mouvement révolutionnaire, et elle est beau-  
coup plus profonde parce qu'elle se place au plan de la  
transformation des âmes et de l'extension indéfinie et  
coordonnée de leur rayonnement et non pas au plan  
superficiel des programmes.

En instaurant à la fois le bien personnel et le bien  
commun, nous libérons les hommes et nous faisons tendre  
vers les formes communautaires tout groupement  
fondamental dont nous sommes membres.

TYPE D'ENGAGEMENT

Sous le regard de Dieu et dans la connaissance de  
notre faiblesse,

nous nous engageons :

- à porter hardiment témoignage à la vérité et à ne  
jamais la trahir volontairement,
- à ne jamais participer consciemment à l'injustice  
et à ne jamais nous laisser dominer par la cupidité,
- à respecter effectivement, concrètement, avec  
amour, toute personne humaine,
- à faire effort chaque jour pour ne pas reprendre  
notre don de nous-mêmes,

— à nous dire mutuellement et directement ce que  
nous pouvons avoir à nous reprocher,

— à nous rendre efficaces pour instaurer le bien com-  
mun en toute communauté dont nous sommes membres,

— à prendre en charge, chacun selon notre taille, un  
secteur défini de misère humaine,

— à combattre, jusqu'à notre usure, pour la suppres-  
sion de la condition prolétarienne ou pour le développe-  
ment des pays pauvres,

— et, de la sorte, à réaliser la révolution permanente  
et ascendante, en nous insérant toujours mieux dans le  
plan de Dieu.

# Le plan de développement au Sénégal

*Par Christian Valantin*

Entre 1961 et 1964 se met en place l'équipe du premier plan quadriennal sénégalais sous le gouvernement de Mamadou Dia, Premier ministre nommé par le premier président de la République du Sénégal, Léopold Sédar Senghor. C'est dans ce contexte que commence ma carrière politique.

En effet, après l'indépendance du Sénégal, j'ai entamé une carrière administrative. J'ai tout d'abord été chef de cabinet de Senghor, alors président de l'Assemblée fédérale du Mali de 1959 à 1960. Je fûs ensuite directeur de cabinet du ministre du Plan et du Développement de mai 1960 à juin 1961. À cette époque, j'ai participé à l'élaboration du premier plan quadriennal, notamment comme secrétaire général de la Commission nationale du Plan. Gouverneur de la Région de Thiès de juin 1961 à décembre 1962, j'ai alors été chargé de la mise en œuvre, dans cette région pilote, des objectifs du Plan. Je devins ensuite directeur général de l'Office de commercialisation agricole de 1963 à 1966, établissement phare de la réforme, dont la mission était notamment de libérer le paysan de l'économie de traite.

Je dirige ensuite le cabinet du président Senghor, en sa qualité de président de la République du Sénégal de 1966 à 1968. Par la suite, je poursuis une carrière politique et parlementaire : député du Sénégal de 1968 à l'an 2000, rapporteur général du budget de 1968 à 1986, président de la Commission des Finances de 1986 à 1993, 1er vice-président de l'Assemblée nationale du Sénégal de 1993 à l'an 2000. Cette carrière politique m'a permis d'apprécier sur le long terme l'évolution de la politique de développement menée depuis 1961.

## **Les difficultés du premier plan quadriennal du Sénégal**

Il embrasse les secteurs productifs et sociaux, les infrastructures, les services et les moyens, autrement dit, tous les domaines d'un pays en développement.

Parmi ceux-ci, j'en citerai trois qui, avec le recul du temps, expliquent les difficultés rencontrées : animation rurale et Politique, l'emprise de la traite sur le paysan sénégalais, l'enseignement de base.

C'est dans le contexte historique de l'Indépendance et dans celui de la recherche d'une politique économique de croissance et de réelle

participation de la Nation, qu'au gouvernement et au Parti (l'UPS) prit corps l'idée de provoquer, de l'intérieur, l'animation des masses. L'idée n'était pas mauvaise, mais risquée. L'UPS estimait qu'il lui appartenait de faire prendre conscience aux masses de l'importance des objectifs à atteindre pour déclencher le mouvement réel qui doit supprimer l'état de choses actuel. S'élabora progressivement une théorie, celle de la primauté du Parti qui procédait, de son côté, à des fusions, tendant à intégrer en son sein les partis d'opposition pour les associer à la construction nationale. Du côté gouvernemental, tout un réseau de cellules remplissait auprès des paysans une tâche d'éducation au développement. Tout un réseau de centres polyvalents d'expansion rurale était mis en place pour encadrer les populations à la base et les former à la gestion des coopératives et des communautés de base. À un niveau intermédiaire, les Centres régionaux d'assistance au développement avait une fonction purement technique .

Ce programme n'était donc pas du goût de tout le monde. Les débats au sein de la Commission nationale du Plan laissaient pressentir des difficultés qui n'étaient pas surprenantes. La disparition affichée de l'économie de traite bousculait bien des intérêts : ceux des membres des chambres de commerce du Sénégal, des chefs religieux, des responsables politiques, des petits traitants nombreux dans le pays. En tant que gouverneur de la Région de Thiès, je fus témoin de la vigueur de cette opposition. Le milieu rural cependant réagissait favorablement dans son ensemble. Rien n'était pour autant acquis. Il faut dire que la création de l'Office de commercialisation agricole (OCA) et de la Banque sénégalaise de développement, déclencheurs et fers de lance de la réforme, modifiaient de fond en comble l'organisation coloniale du monde arachidier. Et pourtant, c'était une réforme modérée qui n'avait rien de très révolutionnaire, sauf qu'elle nationalisait les structures du commerce de l'arachide : le secteur coopératif, base du développement, ne commercialisait que 20% de la récolte d'arachide en 1960-61 ; les organismes stockeurs privés (OS), 80% ; le secteur privé n'était donc pas écarté ; mais il n'avait pas vocation à survivre. De fait, il disparut de la campagne de commercialisation en 1965 au profit des coopératives pourtant insuffisamment performantes et trop coûteuses pour l'OCA qui

supportait le transport de ses graines et pas celui des OS privés. L'OCA qui avait le monopole de l'arachide réalisait de somptueux bénéfices sur le dos du privé. Cela lui permettait de remplir sa fonction d'assistance aux coopératives. Directeur général de l'OCA, je me suis farouchement opposé à cette progression accélérée du rôle des coopératives. Je ne fus pas suivi. Cette décision qui s'ajouta à la baisse constante des volumes d'arachide récoltés du fait des sécheresses des années 70, ruina le système mis en place par le plan Le Bret.

Pour l'enseignement de base, il était prévu de scolariser 50 % (23% au lancement du Plan) des enfants en âge scolaire de 1961 à 1964. En ce qui concerne l'enseignement général du second degré, une augmentation de 68% des effectifs des lycées, collèges et cours normaux et complémentaires était nécessaire en vue du recrutement des instituteurs, des élèves de second cycle et de l'enseignement technique, des étudiants. Cette progression rapide dépendait étroitement d'un rendement satisfaisant pour les classes du début du secondaire où les déchets ne devaient pas dépasser 10% des effectifs. D'où une sélection par un examen d'entrée en 6<sup>e</sup> qui devait permettre d'éviter exclusions et redoublements pour insuffisance de notes au cours du premier cycle. Ce système qui tendait à améliorer l'existant en augmentant le taux de scolarisation ne soulevait pas les questions de fond qui se poseront à l'enseignement au Sénégal dès 1970. Il ne pouvait le faire pour maintes raisons. Très rapidement donc l'enseignement traversa une crise profonde et durable qui ne prendra fin qu'à la création d'une école véritablement bilingue (langues natales et

français). Le Plan s'occupa de l'enseignement supérieur, de la formation technique et professionnelle en milieu rural et en milieu urbain, de la formation féminine, de l'éducation des adultes etc..

Le premier Plan du Sénégal partait de la réalité sénégalaise qu'il fallait recadrer dans un contexte d'indépendance, c'est-à-dire qu'il fallait transformer ce qui dans l'organisation coloniale rendait le pays dépendant de la Métropole, notamment le système économique. C'était logique. C'était une bonne orientation. Il fallait donc associer à ce bouleversement tout le pays et ses forces vives. Les difficultés apparurent qui aboutirent à la chute du gouvernement de Mamadou Dia en 1962 et la disparition progressive de l'animation rurale, au profit de l'UPS. La primauté du Parti avait pris le dessus. Cependant, Senghor poursuivit l'action de Mamadou Dia en l'intensifiant même. Du 1<sup>er</sup> janvier 1963 au 1<sup>er</sup> janvier 1966, j'ai dirigé l'OCA. Il devint ensuite ONCAD en 1967. Le paradoxe c'est que Senghor n'avait pas réellement gagné. Si Mamadou Dia avait subi une condamnation politique trop lourde, Senghor se voyait obligé de prendre seul la tête de l'État (ce qu'il n'avait jamais désiré) et de voir se transformer son parti en parti unique (avec toutes les dérives de ce genre de système), ce qui était à l'opposé de ce à quoi il croyait. Senghor finit par libérer Mamadou Dia et ses compagnons et rétablit la démocratie pluripartisane. Mais la dislocation du tandem avait privé le Sénégal et l'Afrique d'une expérience unique qui, si elle avait perduré, aurait été prise en exemple au-delà du Sénégal. Le pouvoir bicéphale n'est-il pas une utopie ?

### 3. Points forts des débats sur la démarche Lebret

La première journée de la rencontre, consacrée à la réappropriation de la démarche de L.-J. Lebret, met en lumière des fondements qui nourrissent et interpellent l'action dans le monde aujourd'hui.

#### Une éthique de l'intervention sociale

Nous sommes aujourd'hui face à l'héritage laissé par L.-J. Lebret. Les aînés qui ont côtoyé et travaillé avec lui livrent le témoignage de son action aux plus jeunes qui s'inspirent des méthodes Lebret et agissent sur le terrain, aujourd'hui. Dans cette perspective, il semble important que les aînés et les plus jeunes trouvent leurs places et leurs rôles respectifs afin de continuer à échanger et à faire vivre la démarche.

Cette démarche en permanence évolutive et qui intègre les données actuelles permet de faire face aux défis d'aujourd'hui. Luis Carrizo parle d'une révolution politique et scientifique amorcée par Lebret, dont l'un des éléments principaux est une réelle éthique de l'intervention sociale, forte et essentielle.

#### Tous les Hommes et toutes leurs dimensions

Il existe, chez Lebret, une grande attention à l'Homme, ainsi qu'un aspect prophétique. Par la formule « tout l'Homme et tous les Hommes », il place au cœur de sa démarche la primauté de l'être humain et cette conception rassemble aujourd'hui tous les membres du Réseau. Il est important de considérer la personne humaine dans sa globalité, et notamment en s'attachant à la notion de culture comme englobant la totalité des productions humaines et non pas les seuls produits culturels.

L.-J. Lebret avait une vision globale du monde : « Il est essentiel d'élargir l'œcuménisme au-delà du monde chrétien », disait-il. En outre, il faut construire une culture à la hauteur des défis, en investissant le champ de l'éducation et de la formation des acteurs.

#### Écouter les acteurs de terrain

Plusieurs points essentiels de la démarche ont été soulignés lors des interventions. En premier lieu, la nécessité de comprendre une situation avant d'agir. L'enquête participative orientée vers l'action

a été le fondement de sa démarche. Il s'agissait de donner la parole aux acteurs et d'aboutir à des outils d'interprétation de la réalité très précis (cartes, enquêtes), afin de cerner au mieux les besoins d'une population sur un territoire donné.

#### Construire dans le long terme

L'enquête participative se construit sur le long terme et implique un enracinement dans le territoire étudié. Comme l'ont souligné plusieurs intervenants, ce type d'étude demande un travail rigoureux et un réel investissement sur le terrain pour répondre à une vision globale du développement. De ce fait, une tension peut apparaître entre cette vision globale du changement et l'enquête participative : un problème de rythme peut émerger.

Parfois, les défis identifiés par les équipes Lebret afin d'aboutir aux changements nécessaires sur le long terme pouvaient se heurter à l'efficacité recherchée par les commanditaires, comme ce fut le cas au Sénégal. Bien sûr, ces tensions et ces conflits sont à remettre dans le contexte de la stratégie politique de l'époque.

#### Faire se rencontrer les initiatives

Stimuler la démocratie participative, faire participer les citoyens sont deux autres éléments encore très actuels de l'approche centrale dans l'action de Lebret : écouter les gens sur le terrain.

Comme l'a souligné Paul Houée dans son intervention : « Il faut d'abord écouter et repérer les initiatives qui sont porteuses d'autres choses ». Ensuite, il importe de faire se rencontrer et faire connaître les initiatives porteuses de projets.

#### Le territoire

Au fil des interventions, un questionnement autour de la notion de territoire a émergé. Cette notion est devenue plus importante que la notion de local aujourd'hui, elle désigne la spécificité géographique. « Ne pas se battre pour les frontières, l'importance est à mettre sur le territoire-projet, rappelle Paul Houée, une terre-histoire nourrissant une terre-espoir ».

Lily Razafimbelo souligne que pour penser l'homme intégralement, il faut prendre en compte la notion de territoire et de l'ancrage territorial. Ces

notions sont à la base du développement. Paul Houée pointe cependant l'importance de ne pas faire du territoire la panacée universelle, ce serait un danger de vouloir tout re-territorialiser, même s'il se dit convaincu que le territoire est un élément de sortie de crise.

À ce propos, il y a beaucoup à reprendre chez Lebret sur l'équilibre des territoires, la composition des territoires : « Revenir au territoire, avoir de la boue sur les godasses » disait-il. Ceci nous renvoie également à la différence entre les notions de « local » et celle de « territorial » qui rappelle la question de participation, point fondamental au commencement de toute forme de développement.

### **Une démarche en évolution permanente**

« On ne peut faire face aux besoins de développement qu'à la seule condition d'avoir une culture qui, dans l'histoire, soit à la hauteur des défis. Ma culture à moi n'est plus accordée à la hauteur du défis, c'est à vous de continuer et de construire cette culture qui sera à la hauteur dans la recherche et dans les projets. »

Voici les mots que Louis-Joseph Lebret adressait à Roland Colin, en 1966, au moment de lui passer la direction de l'IRFED. Ses dernières recommandations poussent à construire et à se tourner vers l'avenir. Elles invitent à se référer non pas à un contenu figé mais bien à une démarche, toujours en évolution, jamais doctrinale. C'est avant tout, le type d'approche et de réflexion que déclenche la Pensée Lebret qui est à retenir ; Yves Berthelot le souligne : il faut continuer à la faire évoluer aujourd'hui.

Il ne semble pas utile de vouloir classer Lebret au risque de mettre dans une boîte une pensée libre et vivante qui, à travers des projets de coopération concrets, continue à exister aujourd'hui.

## 4. Les écrits de Lebreton, le praticien, au défi des questions d'aujourd'hui

*Par Michel Tissier*

### Introduction

Je n'ai pas connu L.-J. Lebreton, je ne suis pas non plus engagé dans un groupe qui fait référence à sa vie et à son œuvre. J'ai été engagé à différentes étapes de ma vie pour l'intégration des populations immigrées, comme permanent à la CFDT. Je travaille encore aujourd'hui avec Bertrand Schwartz sur l'insertion des jeunes.

J'ai été mis en contact avec Développement et Civilisations - Lebreton-IrfeD (DCLI) par Bernadette Huger, une amie de longue date.

Je ne suis pas un expert en lebretonisme. Ni historien, ni économiste. Citoyen du monde, je partage plusieurs des orientations de DCLI. J'ai accepté à la demande des animateurs de jouer le rôle de Candide, de porter le regard de celui qui ne connaît Lebreton qu'au travers des écrits.

Qu'est-ce que je retiens de cette lecture qui me paraît significatif pour aujourd'hui ?

### Le concept de développement

Le vocabulaire n'est pas totalement stabilisé : développement authentique, développement intégral harmonisé, développement universel, économie humaine, montée humaine solidaire, civilisation solidaire, une civilisation d'économie humaine et de solidarité universelle.

Une formule en apparaît comme l'emblème, due à François Perroux : « Tout l'homme et tous les hommes ».

Une définition est régulièrement rappelée : « Le développement authentique ne peut être que la série des passages, pour une population déterminée et pour toutes les sous-populations qui la composent, d'une phase moins humaine à une phase plus humaine, au rythme le plus rapide possible, au coût le moins élevé possible, compte tenu des solidarités entre toutes les sous-populations et populations ».

Il y a ainsi plus l'affirmation d'une approche globale, un refus des limites, qu'une définition précise. Affirmation finalement du nécessaire dépassement permanent de l'homme. Concept économique ou spirituel ?

Pas de difficulté pour « tous les hommes », ce principe garde toute son actualité. C'est plus compliqué pour « tout l'homme ». Lebreton

reconnaît lui-même la difficulté : « La mesure du moins humain et du plus humain exige que l'on se réfère à une certaine échelle de valeurs. Or les échelles de valeurs sont en dépendance des civilisations ». On peut trouver un accord pour l'accès aux biens de base, mais pas d'unanimité sur les plus hautes valeurs.

Ce concept conduit à une critique de la croissance, mesurée par des indicateurs quantitatifs de produit et de profit. Critique toujours très actuelle ayant conduit à la mise en place des indicateurs de développement humain.

Ce n'est cependant pas pour prôner la décroissance, mais plutôt un développement intégré. Prôner aussi l'austérité. Quelle audace ! Faut-il faire entendre cette voix aujourd'hui ?

« La vraie civilisation de demain serait peut-être la civilisation de l'austérité qu'il ne faut pas confondre avec la misère. La misère est le manque absolu du nécessaire. Elle est un désordre à ne pas accepter pour soi ni pour autrui. L'austérité est l'acceptation de privations afin de créer les conditions soit du triomphe d'une crise, soit d'une meilleure position dans le futur, soit d'une plus juste répartition des biens entre tous. L'austérité est, pour les pays pauvres, le refus des gaspillages et de l'ostentation. Pour les riches, elle est la simple possession du nécessaire fonctionnel. [...] Le surplus de possession ne se justifie que par sa mise au service de l'humanité. [...] D'ailleurs, au-delà, l'austérité est une condition de toute véritable grandeur humaine. L'homme se mutile dès qu'il ne sait plus imposer des restrictions à son désir. »

L'analyse me paraît particulièrement intéressante, celle des besoins en trois classes :

- Primaires : besoins vitaux, le nécessaire pour sortir de l'infrahumain ;
- Secondaires : besoins de confort ;
- Tertiaires : besoins d'accomplissement, voire de dépassement ; les valeurs supérieures.

Cette tripartition pourrait correspondre à une tripartition des modes d'intervention économiques :

- Besoins vitaux : responsabilité publique, même si des opérateurs sont privés ;
- Besoins de confort : domaine du marché ;
- Besoins d'accomplissement : champ de la culture et de la spiritualité.

## L'éthique du développement

Lebret ne définit pas l'économie comme une science (avec des lois à dégager par la théorie et guidant une application pratique), ni le social comme l'affirmation et la défense de droits. Il parle en effet d'éthique et sans réduire celle-ci à la morale individuelle.

- Éthique personnelle
  - des populations non privilégiées, pour qu'elles acceptent le changement ;
  - des populations privilégiées, pour qu'elles acceptent de limiter leur consommation (« sortir de leur égocentrisme pour adopter une morale de restriction de leur confort et de leurs facilités au bénéfice des populations lointaines »).
- Éthique des groupes
  - pour l'émergence dans les PVD (pays en voie de développement) de nouveaux groupes porteurs du développement intégral (communauté en milieu rural, syndicat en ville) face aux groupes traditionnels. « L'éthique des groupes nouveaux doit répondre à la création d'une nouvelle société, gardant le meilleur des valeurs anciennes tout en assurant la promotion d'une solidarité très élargie » ;
  - dans les pays développés pour encadrer le jeu des groupes financiers et capitalistes.
- Éthique du pouvoir
  - pour un gouvernement et une administration intègre dans les PVD.
- Éthique de la coopération internationale
  - pour une coopération réellement fondée sur les besoins des PVD et non les intérêts des pays développés.

Mettre en avant l'éthique c'est non seulement s'opposer au matérialisme et à l'esprit de lucre, mais aussi refuser que l'économie soit indépendante de toute morale. C'est également une approche différente de celle où l'on est guidé par la seule recherche de la justice. Il s'agit d'aller au-delà, en fondant l'action sur le don de soi et sur l'amour.

*Remarque* : les droits de l'homme comme éthique du développement ?

« Une éthique du développement, dont la Déclaration universelle des droits de l'homme n'est qu'une esquisse [!], serait donc à formuler. »  
Au-delà de l'éthique, le développement authentique n'est-il pas la mise en œuvre du

message évangélique ?

« Il faut bien en arriver au plan mondial du don, du prêt, de l'assistance technique efficace, sans considérer qu'il ne s'agit que de générosité facultative. »

« Finalement, c'est vers une civilisation de l'amour fraternel et intelligent que fait cheminer le développement. [...] L'humanité à mesure que se resserrent ses interdépendances va être de plus en plus contrainte de s'aimer. »

« Nous croyons particulièrement à l'efficacité de l'amour de tout homme et de tous les hommes. »

## Le positionnement à la fois face au capitalisme et au communisme

Dans beaucoup de textes, Lebret définit ses positions en se distinguant à la fois du capitalisme et du socialisme dans le contexte de guerre froide qui était le sien. Si on considère qu'aujourd'hui l'opposition au capitalisme n'émane plus du socialisme mais de l'altermondialisme, la question peut se poser : le lebreanisme est-il soluble dans l'altermondialisme ? On retrouve les mêmes refus (recherche du profit, inégalités, impérialisme politique et culturel, accaparement des biens communs mondiaux, ...)

Il y a cependant des spécificités du lebreanisme, pas forcément face à l'altermondialisme, mais du moins à l'intérieur de ce mouvement très pluriel :

- Affirmation d'une éthique et pas seulement dénonciation des inégalités ;
- Complexité face à une dénonciation globale du système : tout n'est pas la faute des Américains ;
- Remise en cause aussi des pays sous-développés
  - Remise en cause de soi-même
  - Par la base et par le sommet
  - Pas de rejet global des institutions internationales
  - Rapport à la violence
  - Pas de lutte des classes au sens où tout homme, quelle que soit sa classe, peut contribuer au bien commun

## La démocratie participative

Lebret insiste sur les limites de la démocratie représentative qu'il oppose souvent à la communauté. Cela rejoint la recherche actuelle de formes de démocratie participative. Je reste cependant un peu méfiant face à ce type de critique qui a été très portée par la droite française opposant l'Ancien Régime à la République.

## La méthode Lebret :

« L'expertise éclairée par l'amour »

Analyser les besoins, les ressources et faire les arbitrages. C'est logique, c'est rationnel.

Ce n'est pas technocratique, car les experts sont en partie la population elle-même, en partie des experts engagés, en communion avec la population.

Mais cela ignore le politique, non seulement les conflits d'intérêts, mais aussi les jeux de pouvoir, la capacité à entraîner l'adhésion.

## L'enquête participative

Méthode associant les populations concernées et des « experts ».

Double objectif : tenir compte de la complexité et associer la population concernée au processus de changement.

L'évolution des méthodes d'enquête n'a-t-elle pas intégré les acquis de la démarche lebretienne ?

Les rapports entre population enquêtée, militants et professionnels permettent-ils aujourd'hui et dans différents contextes de mettre en œuvre la démarche ?

« L'assistance ou la coopération technique, pédagogique, administrative ou politique [devrait] être réservée à des équipes soigneusement sélectionnées et soigneusement formées de spécialistes tout donnés à cette cause et agissant avant tout par amour fraternel. »

« Les développeurs [doivent] faire au maximum abnégation d'eux-mêmes. »

« C'est une espèce d'Ordre, aux règles rigides, qu'il conviendrait de constituer pour réussir une présence provoquant la confiance et l'amitié. »

## La recherche-action

Lebret met en avant la nécessité de mener de front réflexion et action. Il n'est pas évident qu'il incite à pratiquer pour autant la recherche-action, qui se propose d'articuler l'une à l'autre. Ne serait-ce pas une des voies pour continuer l'héritage ?

## Le manifeste pour une civilisation solidaire

Indépendamment de son contenu, il est intéressant de relever que ce texte existe avec quatre caractéristiques majeures :

- Le texte est écrit en utilisant le « nous », en se posant explicitement comme des chrétiens engagés ;
- Il s'adresse aux hommes de bonne volonté ;
- Des positions sont affirmées ;
- Il appelle à constituer des groupes locaux, à partager un engagement.

La question en deux points qui est posée pour notre réunion pourrait être : un tel manifeste, quitte à modifier tout ce qui dans son contenu n'est plus d'actualité, est-il aujourd'hui utile et possible ? Serait-il souhaitable, voire nécessaire de l'écrire ? Le pouvons-nous ?

Bien sûr il y aurait à débattre du contenu, mais il faudrait surtout reprendre les mêmes quatre caractéristiques :

- Qui serait le « nous », auteur du Manifeste ;
- À qui s'adresserait-il ?
- Des positions pourraient-elles être affirmées ?
- Qu'appellerait-il à faire ?

Ma position personnelle serait plutôt de répondre oui à la double question et elle vaut engagement à participer à cette démarche si elle est retenue par le groupe.

Mais si l'on répond « non », cela ne revient-il pas à en rester à un devoir de mémoire ?

## Conclusion

Tout en ayant un grand respect pour ce que Lebret a su faire, je ne suis pas prêt à donner toute mon énergie pour assurer sa mémoire. En revanche, je suis prêt à donner beaucoup pour que certaines des idées et pratiques qu'il a promues continuent d'alimenter les débats et d'inspirer l'action.

# Dans les pas de Lebreton : agir pour répondre aux défis d'aujourd'hui

Comment à travers nos actions, en fidélité à Lebreton, agissons-nous pour promouvoir un développement humain harmonisé ?

## 1. Les grands défis d'aujourd'hui : quelles réponses y donner dans la dynamique Lebreton ?

*Par Yves Berthelot*

*Yves Berthelot identifie des grands défis qui se posent actuellement dans un monde globalisé et auxquels nous devons contribuer à apporter des réponses : les nouveaux rapports de force, la faim, l'environnement, le respect des droits de l'homme. Il s'agit de proposer des alternatives construites, cohérentes et concrètes.*

### **La fin de la domination occidentale**

2010 est une année charnière où la fin de la domination occidentale est clairement perceptible.

Le basculement s'opère au niveau économique (la sortie de crise de l'Amérique latine, de l'Afrique et surtout de l'Asie est plus réussie que celle de l'Europe ou des États-Unis), mais aussi au niveau politique. L'échec de Copenhague est de ce point de vue emblématique, il n'a pas été possible d'obtenir un consensus sur ce que les pays de l'OCDE jugeaient essentiel en échange de promesses d'aide aux pays du Sud. Plus significatif encore, le Brésil et la Turquie ont signé, début 2010, un accord sur la procédure d'échange de combustible nucléaire avec l'Iran, contre la volonté des États-Unis et de l'Union européenne. La peur de l'Amérique se réduit, la Chine s'affirme économiquement et politiquement comme un acteur dominant.

La première conséquence de ce basculement est qu'à un monde hégémonique dominé par les États-Unis succède un monde multipolaire dont il faut repenser la gouvernance. L'instauration d'un gouvernement mondial n'est ni une utopie réaliste, car les gouvernements nationaux y sont tous hostiles, ni un objectif souhaitable car les peuples craignent une bureaucratie trop lointaine. L'alternative est de renforcer et de rendre plus cohérent l'ensemble des institutions internationales existantes, institutions publiques comme la famille de l'ONU (qui comprend la Banque Mondiale et le FMI), l'OMC ou la Banque des règlements internationaux, institutions privées, comme l'Organisation internationale de standardisation (ISO). Ces instances générales, sectorielles ou régionales, définissent des principes, des normes et des conventions qui sont reconnus dans l'ensemble du monde. On parle à leur propos de soft laws, car, s'il existe une Cour internationale de justice et des tribunaux spéciaux, des instances d'arbitrage et des procédures de suivi des engagements pris, ces institutions n'ont pas les moyens de contraindre les

gouvernements à les appliquer même s'ils les ont ratifiées.

La deuxième conséquence est qu'il faut réapprendre à négocier. Jusqu'à la fin du siècle précédent, les positions des pays industrialisés étaient définies à l'OCDE et dans le groupe des 77 pour les pays du tiers-monde. Même si ces derniers arrivaient à imposer leurs vues en raison de leur nombre, ils dépendaient pour la mise en œuvre des décisions prises de la bonne volonté des pays industrialisés. Désormais, le groupe des 77 n'est plus homogène face aux occidentaux et les intérêts économiques et politiques de ses membres divergent. De leur côté, les occidentaux ne sont plus à même d'imposer leurs idées en échange de promesses d'aides souvent non tenues. Les uns et les autres devront apprendre à concevoir ensemble les solutions aux problèmes du monde.

Une troisième conséquence sera peut-être une affirmation des spécificités régionales et du principe de subsidiarité. Dans le cas de l'ONU, les normes qu'elle adopte et beaucoup des politiques qu'elle recommande sont mondiales, or de nombreuses questions ont un caractère régional et devraient donc se régler à ce niveau. Les commissions régionales des Nations unies devraient avoir plus de poids politique à l'instar de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC) et technique à l'instar de la Commission économique pour l'Europe (CEE-ONU).

### *La société civile*

Les organisations de la société civile ont elles aussi à faire face à de vrais défis de gouvernance et de comportement. Les organisations occidentales, auparavant détentrices de l'argent et du savoir, peinent à imaginer un rôle autre au sein de la solidarité internationale. La société civile se renforce et doit être à même d'assumer des responsabilités. C'est un domaine de dialogue et de coopération prometteur.

## Le système économique

L'économie sociale de marché, en vigueur en Europe de l'Ouest dans les années 1950-1970, permettait la croissance, une réduction des inégalités et le progrès social. L'économie néolibérale, qui règne désormais dans l'ensemble du monde, se préoccupe plus de la rémunération du capital que de la répartition des revenus ; elle a certes assuré des périodes de forte croissance mais a aussi entraîné une série de crises dues aux dérégulations, au retrait de l'État et à la spéculation. Ces crises ont aggravé les inégalités et détruit des richesses considérables. Naomi Klein, dans *The Shock Doctrine*, associe violence contre les peuples dans les dictatures de toutes sortes et mise en œuvre de l'ultralibéralisme.

La dernière crise a secoué le système financier qui avait voulu s'affranchir de nombreuses règles prudentielles et qui avait inventé de nouveaux instruments à risque sans provision en cas de défaut. Les organes de contrôle publics ou privés (agences de notation), soit parce qu'ils ne maîtrisaient pas les nouveaux instruments soit que leurs intérêts à court terme les y aient poussé, n'ont pas joué leur rôle. Les États sont venus au secours des banques et assurances en faillite pour restaurer le crédit, si nécessaire au fonctionnement de toute économie (il s'agit d'acheter le temps qui sépare la vente du paiement ou l'investissement de la production qu'il permet). Ces mêmes gouvernements ont annoncé de nouvelles règles et de nouveaux contrôles qui porteraient plus sur le niveau des réserves en relation aux risques pris que sur la limitation des instruments financiers à risque, les banques ayant retrouvé la santé luttant vigoureusement contre toute limite à leurs initiatives.

Plus généralement, le système économique actuel est confronté à trois questions et les réponses qui seront données affecteront la société toute entière :

- Libéralisme économique et libertés politiques semblent affaiblir les anciens pays industrialisés alors que recherche du profit et interventions de l'État sans libertés politiques semblent réussir dans les pays dits émergents, particulièrement en Chine. Quelle va être le mode futur de régulation de l'économie ?
- Le moteur de l'économie reste la demande : il faut créer toujours plus de besoins. Or les effets sur l'environnement sont négatifs (pression sur les matières premières, pollution, accès à l'eau, concurrence au niveau de l'utilisation de l'espace, etc.). Va-t-on vers une autre croissance respectueuse de l'environnement ou vers la décroissance dont il faut reconnaître qu'elle ne suscite guère d'adhésion ?
- En Occident, le niveau de vie est beaucoup plus élevé qu'au début du 20ème siècle. Pourtant, le sentiment d'insatisfaction est toujours aussi grand, car chacun compare ce qu'il a avec ce qu'ont les autres. Quelle conséquence en tirer pour faire évoluer les modes de consommation ?

## Rôle de la société civile

Il semble difficile de changer le modèle tant qu'il ne sera pas prouvé que l'on peut vivre heureux autrement. C'est un rôle que peuvent jouer les ONG : faire connaître les expériences alternatives.

Il existe en effet, ici et là, des modèles alternatifs. Il convient d'étudier attentivement ceux qui survivent et surmontent le risque de l'appropriation du pouvoir par les « petits chefs ». AREDS\* nous offre un modèle : répondre aux besoins exprimés par la communauté ; mettre en place des mécanismes de prise de décision collectifs.

## La faim

En 50 ans, la population mondiale est passée de 3 à 6,7 milliards d'individus. Il a été possible de nourrir le croît de la population, c'est en soi remarquable, mais il reste toujours un milliard d'hommes de femmes et d'enfants qui souffrent de faim chronique et un milliard de mal nourris. En outre, 75% de ceux qui souffrent de la faim sont des ruraux. Pourquoi ?

La libéralisation des échanges de produits agricoles, sous la pression de l'OMC, de la Banque mondiale et des pays exportateurs du Nord et du Sud, place les productions locales en concurrence avec les produits importés à bas prix. Les prix sur le marché mondial sont bas car ils correspondent aux coûts de production des pays les plus favorisés par le climat et les sols, (par exemple la Nouvelle Zélande pour le lait), prix que l'Europe et les États-Unis peuvent tenir grâce à des subventions à l'exportation ou aux producteurs. Pour garder l'exemple du lait, les éleveurs du Mali ou de la Mongolie, deux grands pays d'élevage, ne peuvent concurrencer le lait européen exporté en poudre et reconstitué sur les marchés de Bamako ou d'Oulan-Bator.

Les habitants des villes ont bénéficié de cette situation. Cependant, les émeutes de la faim, en 2008, ont éclaté dans les zones urbaines. Cela a mis en évidence la dépendance croissante de l'alimentation des populations urbaines aux produits importés. Un aléa climatique, de mauvais choix dans de grandes exploitations, la spéculation des intermédiaires, et les cours des produits alimentaires de base s'envolent sur le marché mondial. Avec l'urbanisation croissante, les fluctuations des prix sur le marché mondial risquent de s'amplifier et d'être plus fréquentes.

La deuxième question est celle de l'accès à la terre alors que la concurrence se développe à la fois pour l'usage de la terre entre les villes, les infrastructures, les mines et les industries et pour la propriété (ou le droit d'usage) de la terre entre les petits paysans, les entreprises agroindustrielles, les pays ou les fonds souverains qui achètent des terres pour produire et exporter.

Il est possible et souhaitable pour nourrir le monde, pour assurer la conservation du tissu social et pour préserver l'environnement, de soutenir une agriculture

\*Association of Rural Education and Development Service (Inde)

familiale de proximité. Il faut pour cela que la recherche agronomique, aujourd'hui massivement tournée vers l'agriculture industrielle, se préoccupe de développer les techniques et les variétés végétales permettant de hauts rendements sans apport d'intrants chimiques et avec un minimum d'eau. Il faut aussi resserrer les liens producteurs consommateurs, ruraux et urbains. Des exemples existent qu'il importe d'analyser en étant conscient que la part de l'alimentation dans le budget des familles va sans doute augmenter.

#### *La société civile*

Aux ONG de se renseigner et de faire connaître les enjeux et les initiatives, de plaider pour la souveraineté alimentaire et de renforcer les associations paysannes là où elles sont faibles afin qu'elles puissent dialoguer avec les autorités politiques.

#### **L'environnement**

Ces dernières années, le débat sur l'environnement s'est centré sur le réchauffement climatique à cause de l'échéance de la Conférence de Copenhague fin 2009 alors que les questions de gaspillage de l'énergie, de rareté de certains minéraux et les diverses formes de pollution s'aggravent.

Contrairement à ce que certains redoutaient, la lutte pour l'environnement n'est pas un obstacle à l'activité économique, mais un moteur potentiel : l'industrie du recyclage ou les investissements pour économiser l'énergie dans les transports et le chauffage vont se développer sous l'effet des règlements et de la nécessité.

#### *La société civile*

Le rôle de la société civile est ici primordial pour :

- expliquer les enjeux et faire pression sur les gouvernements ;
- explorer des modèles de consommation fondés non sur l'avidité mais sur une austérité choisie. Ce changement de comportement ne peut être atteint sans une conversion des individus qui doivent privilégier « l'être plus » à « l'avoir plus ».

#### **Les droits de l'homme**

Depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale existe un corpus juridique admirable relatif aux droits de l'homme : la Déclaration universelle des droits de l'homme de 1948, sans doute le plus beau texte de l'ONU, le pacte sur les Droits économiques, sociaux et culturels, et celui sur les Droits civils et politiques, de nombreuses conventions relatives aux femmes, aux enfants, aux prisonniers, aux réfugiés, aux minorités, à la prohibition absolue de la torture et de tout traitement inhumain ou dégradant, etc. Cet ensemble s'attache aux droits des personnes ; sauf dans le cas des minorités, il ne s'attache pas à celui des sociétés ou des communautés.

La construction des droits de l'homme est fragilisée par un relativisme : Les droits de l'homme ? Oui, mais les cultures doivent être respectées ; oui, mais le développement d'abord ; oui, mais le terrorisme

doit être vaincu. Le fait que les pays les plus en pointe pour promouvoir les droits de l'homme aient eu recours délibérément à la torture après le 11 septembre 2001 pour lutter contre le terrorisme a considérablement nuit au respect des droits. Au nom du développement, les droits économiques, sociaux et culturels des plus pauvres sont bafoués : expulsion des paysans de leur terre, des habitants de leur logement sans compensation. Ceux qui protestent sont arrêtés, torturés, voire assassinés : on assiste à une criminalisation de la protestation sociale, notamment lorsqu'elle est une menace pour les intérêts des grandes compagnies, et à une détérioration de la situation des défenseurs des droits de l'homme.

La détérioration des mécanismes de protection des droits de l'homme s'observe également dans les instances internationales : les ONG voient leur temps de parole réduit à l'ONU ; les rapporteurs spéciaux doivent maintenant être invités par les pays eux-mêmes pour enquêter sur des situations de violation de droits... Cette évolution résulte de la pression des gouvernements autoritaires qui contestent la légitimité des droits de l'homme sous prétexte qu'ils ont largement été promus par les pays occidentaux et qui tirent argument des dérives consécutives au 11 septembre 2001. La récente réforme, transformant la Commission en « Conseil des droits de l'homme », devait lutter contre cette fragilisation des mécanismes de protection des droits mais elle a, dans les faits, abouti à l'inverse.

#### *La société civile*

Les ONG ont plusieurs rôles à jouer :

- informer les gens de leurs droits, les soutenir dans leur recours à la justice pour les faire respecter tant au niveau national que devant les instances internationales ;
- ne pas dissocier les droits des devoirs et responsabilités ;
- contribuer à la réflexion sur la dimension collective des droits, tout en veillant à ne pas fragiliser les mécanismes qui aident les individus ou les groupes à sortir de la peur, de la domination.

#### **Conclusion**

Les problèmes évoqués sont loin d'épuiser la liste des défis qui, se posent aux gouvernements, aux institutions internationales et aux acteurs de la société civile. Aujourd'hui, ces défis sont de plus en plus interdépendants ; de bonnes réponses à l'un entraîneront des progrès dans la solution des autres. En tant que Réseau international Lebre, nous n'avons ni la vocation ni la possibilité d'apporter des réponses globales. Notre engagement pour le changement social consiste à faire connaître l'expertise des acteurs de terrain, à tirer de leurs expériences des questions à poser aux décideurs comme à chacun et à proposer des politiques et des comportements susceptibles de parvenir à un développement humain, intégral et solidaire.

## 2. Un grand témoin de la Pensée Lebret aujourd'hui : le Centre latino-américain d'économie humaine (CLAEH) et son projet de fondation Economía y Humanismo

*Par Luis Carrizo*

Je vous remercie pour votre invitation à participer à cet événement important et vous transmets les salutations fraternelles de l'ensemble de la communauté du Centre latino-américain d'économie humaine (CLAEH). J'apporte également avec moi les dernières nouvelles de la fondation Economía y Humanismo, initiative dont nous sommes fiers, et ai bon espoir de trouver à Mazille un dialogue fertile et provocant pour nous aider à imaginer l'avenir, avec chacun d'entre vous comme compagnon de route.

Cette brève présentation a pour objectif de vous offrir un panorama historique du CLAEH, de décrire les quelques principes qui nous ont menés à créer la nouvelle fondation Economía y Humanismo, ainsi que les raisons qui la soutiennent. Pour tracer ce panorama historique du CLAEH, nous avons utilisé divers textes institutionnels, notamment le Manifeste fondateur et des présentations de Juan Pablo Terra, Walter Cancela, Romeo Pérez Antón, Andrés Lalanne, José Rilla.

### **Le CLAEH : préhistoire et naissance**

Le Centre latino-américain d'économie humaine est né en 1957 dans le cadre de la Session internationale d'économie humaine réalisée à Montevideo (Uruguay) sous la présidence de Louis-Joseph Lebret. Dès l'origine, il fut proposé de créer un centre de coordination régionale en Amérique latine. En effet, il était complexe de s'occuper convenablement de cet espace depuis la France, et le développement atteint par le mouvement sur le continent exigeait de manière impérative sa mise en œuvre.

Mais ce mouvement a aussi une préhistoire, qui date de 1947, lorsqu'un groupe de militants de la Fédération universitaire d'étudiants d'Action catholique essayait d'approfondir la compréhension des problèmes sociaux et des perspectives de réalisation d'une société juste et fraternelle. Il est intéressant de reprendre la chronique de cette époque de l'architecte Juan Pablo Terra, un des fondateurs du CLAEH, et qui illustre notamment cet esprit :

« De son réseau inorganique d'amis, seuls Carlos Tosar et moi-même avons eu le privilège d'assister aux expositions que L.-J. Lebret a fait au Club catholique, lors de sa brève visite à Montevideo. L'impact fut profond, non seulement par la qualité et l'ampleur de sa pensée et de ses propositions, mais parce qu'il répondait à nos questionnements du moment : l'invitation au savoir engagé, à partir d'une connaissance fidèle à la réalité étudiée avec toutes les ressources disponibles des sciences sociales ; le défi d'intervenir avec efficacité dans les processus sociaux, malgré leur énorme complexité ; l'humilité de commencer par un secteur restreint, en associant

l'enquête à l'action, en s'intégrant aux mouvements des exploités pour se hisser progressivement à des domaines chaque fois plus vastes - sans se perdre dans le bavardage ni le vertige -, jusqu'à parvenir aux conditions pour faire face aux problèmes de dimension nationale ; l'équipe comme prix de l'efficacité et la convenance de créer progressivement tout un réseau, dans les différentes zones de la réalité sociale, pour pouvoir exprimer véritablement les besoins à satisfaire et donner cohérence à l'action. »

Pour ce Séminaire international, l'organisation uruguayenne organisatrice fut le groupe des Équipes du Bien commun, un groupe uruguayen créé en 1947, centré sur l'analyse de la problématique nationale - en particulier sur les populations les plus pauvres. Ce groupe était obsédé par la recherche d'un modèle de société plus juste et l'identification des chemins pour y parvenir, à partir de la crise structurelle uruguayenne. L'inspiration du CLAEH répond à cette convergence historique d'un groupe uruguayen engagé dans le changement social et la fécondité d'une pensée, systématisée en une méthode par le fondateur du mouvement Économie et Humanisme.

### **Extraits du Manifeste fondateur du CLAEH**

Au départ, l'angoisse. L'angoisse initiale résultant du fait de laisser entrer dans la conscience le panorama humain du continent avec ses caractéristiques concrètes et dures. [...] Nous sommes donc, depuis le départ, face à la situation humaine de nos peuples latino-américains. Pour quoi faire ensuite ?

Tout d'abord, pour interpellier la responsabilité de tous. Il ne s'agit pas d'attendre, seulement, la responsabilité des riches et des puissants. Ni d'espérer qu'une structure créée pour la domination et l'exploitation puisse être utilisée de façon bienveillante et paternaliste où la justice et le respect de l'homme seraient telle une donation, une largesse. Ni de se limiter au « social » (œuvres sociales, législation sociale) comme correctif appliqué aux structures économiques et sociales en elles-mêmes inhumaines et génératrices d'inhumanité et de misère. Nous rejetons la coexistence de deux buts, l'un économique et l'autre humain. Nous voulons une économie humaine en elle-même ; des structures économiques et sociales orientées à la promotion humaine universelle.

Une Économie humaine : nous voici sur une expression clef. Elle définit un idéal limite : un régime économique qui, dans son propre fonctionnement normal, est orienté à la satisfaction effective des besoins. Des nécessités totales de tous les hommes. À son ensemble intégré et hiérarchisé ; non pas à des

simplifications déformantes, ni à une abstraction monétaire. Une économie donc, avec l'attention focalisée sur l'homme concret, complexe comme il l'est, sur son territoire, chargé de sa culture et de son histoire. Au-delà des automatismes, des équilibres aveugles entre forces et intérêts, ou des plans qui méconnaissent l'homme.

Que l'on ne nous demande pas la description d'un modèle utopique. L'Économie humaine est un but à atteindre, un critère pour produire la transformation de ce qui est concret. Les approches envisageables pour une Économie humaine seront donc profondément marquées par les conditions propres de chaque population. [...]

Il y a, donc, une méthode implicite dans cette conception de l'Économie humaine. Une méthode qui part de l'amour des hommes, et se concrétise dans l'étude globale - et donc analytique et profonde - d'une population déterminée, de ses structures d'organisation et de sa vie. Cette méthode se poursuit dans un effort de synthèse compréhensive, un diagnostic des besoins, un arbitrage sur l'importance et l'urgence des mesures à prendre, l'élaboration d'un projet d'intervention, et l'activité des forces qui elles-mêmes accompliront la transformation.

Il s'agit donc d'une méthode qui - comme l'homme lui-même - oblige à effectuer une véritable intégration des sciences sociales à partir de son propre point de vue. Elle est plus qu'une simple méthode. En effet, toute une discipline scientifique de l'Économie humaine peut être développée. Ce qui est le cas. Une discipline qui va de l'analyse de la situation humaine et de ses ressources, jusqu'à ordonner les connaissances pour une synthèse qui dirige la formulation du projet d'intervention. La discipline que le P. Lebreton définit comme

« ... discipline de pensée et d'action, science et art, d'intervalle pour une population déterminée, qui passe d'une phase moins humaine à une phase plus humaine, au rythme le plus rapide et au plus bas coût possible, prenant en compte la solidarité entre les populations. »

À ce niveau, la question des objectifs du Centre latino-américain d'économie humaine et des *Cahiers du CLAEH* peut recevoir une réponse considérablement plus précise. L'angoisse initiale peut commencer à se transformer en une réponse. Nous voulons lutter en Amérique latine pour une Économie humaine, en introduisant dans la lutte un effort d'envergure scientifique. Et c'est pour cela que le Centre a été créé. Nous ne pouvons pas accepter d'objectifs plus restreints, pour rester dans les tâtonnements, dans l'infantilisme, dans les impasses de la phraséologie et l'improvisation. (...)

C'est dans cette perspective que le CLAEH situe son travail de création et de coordination de groupes et de mouvements, ses études et ses publications, comme une contribution qui espère en réveiller d'autres. En engageant ce combat, que nous savons long et difficile, nous lançons un appel. Aussi ambitieux qu'il puisse paraître, il est à portée de la charité des chrétiens conscients. Nous pensons que dans tous

les pays la réponse est possible. Que l'amour, la ténacité, l'esprit objectif et l'énergie créatrice, sont là et n'attendent que d'être réveillés. Et qu'ils sont encore en mesure de refaire notre continent à la mesure des hommes.

### **Le CLAEH d'aujourd'hui : « le futur a aussi son histoire »**

Aux actions pionnières de recherche en milieu rural ont suivi diverses études d'actualité, tout au long des quinze premières années. Les sujets ont été nombreux : le logement en province, les plans de développement des départements, la production agricole, le système financier et les études d'opinion publique.

À partir de la chute de la démocratie en 1973, le CLAEH prend un nouveau visage, qu'il partage avec d'autres centres qui résistent à la dictature. Grâce à l'engagement de bon nombre d'Uruguayens ainsi qu'au soutien généreux de plusieurs fondations internationales, principalement européennes, il a pu émerger en renouvelant ses forces dans un contexte défavorable et en présence de menaces continues. Les équipes de recherche ont été réorganisées, de nouvelles disciplines ont été incluses (histoire, science politique), les départements de promotion et de qualification ont été créés. De là sont nées les formations en économie, en sociologie et en science politique, disciplines qui étaient interdites ou sous-estimées à l'université contrôlée par la dictature militaire.

Avec la dictature et à partir de la résistance, nous incorporons la « démocratie » au cœur des principes du CLAEH, avec toutes ses implications. Nous avons fait de cette science sociale une pratique rigoureuse de disciplines et d'interdisciplinarité. Nous nous situons en tant qu'acteurs, en dialogue avec la société civile et avec l'État, pour accomplir des tâches de médiation, d'articulation et de critique. Nous nous sommes engagés dans les processus d'intégration régionale et de multilatéralisme.

Depuis le début, la production intellectuelle du Centre, en partenariat avec celle d'illustres latino-américains, a été publiée dans notre revue, les *Cahiers du CLAEH*. Notre revue, aussi ancienne que le Centre, est la doyenne des revues uruguayennes en sciences sociales. Outre ses Cahiers, le CLAEH maintient une activité éditoriale intense, qui produit près de dix titres par an. Il y a également des localisations du CLAEH en province, dont le siège plus ancien est la Régionale Nord-Est, dans la ville de Tacuarembó qui, avec plus de vingt ans d'existence, articule des organisations de producteurs, habitants et travailleurs ruraux.

Le CLAEH a été et est toujours le fruit de l'articulation entre l'intervention sociale, la recherche et l'enseignement. C'est ainsi qu'est apparue cette organisation de la société civile dotée d'une identité universitaire. Un modèle original d'ONG et à la fois une institution universitaire fortement enracinée dans la société. Le CLAEH compte actuellement un Centre d'études de niveau master, avec environ vingt

programmes de formation spécialisée (dans les secteurs de la santé, de l'éducation, du développement local, des politiques sociales, de l'histoire et du patrimoine, des droits de l'homme, de la gouvernabilité), ainsi que deux facultés de niveau licence : la faculté de Médecine (avec un siège dans le département de Maldonado pour la région) et la faculté de Culture. Nous tâchons d'insuffler, dans la formation des élèves, les principes de base de l'humanisme, en mettant en rapport le savoir avec la conduite professionnelle, avec la sensibilité et le respect, ainsi qu'avec l'attention à la dimension socioculturelle des processus. Nous sommes acteurs

à part entière du système universitaire, et aspirons comme modèle à une « nouvelle » université, loin de la reproduction des modèles actuellement dominants. Une université qui répond à la tradition du CLAEH, qui est façonnée par des principes de base doctrinaire, et qui intègre ces valeurs dans la formation des enseignants. D'autre part, il est indispensable d'incorporer les nouvelles technologies à l'enseignement. En ce sens, le projet d'enseignement à distance « CLAEH en ligne » constitue une plate-forme interactive qui complète l'offre d'éducation supérieure « en présence ».

## La fondation Economía y Humanismo (en cours de création)

Au cours de l'année 2010, le Conseil de direction du CLAEH a décidé de lancer la création d'une fondation qui, à partir d'une conception intégrale du développement, a comme finalité primordiale d'affirmer les principes de l'économie humaine en Amérique latine.

Sa mission s'inspire et se projette à partir de la pensée de L.-J. Lebret, fondateur du mouvement Économie et Humanisme. Ses actions sont fondées sur les valeurs et principes et suivants : engagement auprès des individus, bien commun, solidarité, connaissance par l'action, éthique de la connaissance, intégration régionale et internationale, responsabilité sociale, interdisciplinarité.

Ainsi se concrétise une aspiration institutionnelle de longue date, qui cherche à donner une plus grande visibilité à ses fondements originels, tout en les actualisant à partir de la réalité concrète du pays et de la région. En juillet 2010 se met en place la première Direction exécutive, ayant sous sa responsabilité de :

- élaborer le cadre institutionnel de la fondation ;
- identifier les possibles membres de son Conseil d'administration ;
- conduire la rédaction des premiers statuts et de procéder à l'acquisition de la personnalité juridique ;
- réaliser un processus de consultation avec les différents groupes de travail du CLAEH, afin d'identifier besoins et points d'articulation entre les deux organisations ;
- élaborer le programme, le plan d'activités et de résultats escomptés pour la première période de gestion.
- élaborer une stratégie spécifique de communication ;
- identifier et prendre contact avec

des organismes internationaux de coopération ;

- réaliser des présentations institutionnelles face à des organisations nationales et internationales, sur la base d'un plan de travail soutenu par des lignes spécifiques de coopération et des stratégies de gestion de ressources ;

- identifier des institutions « sœurs » en terme de pensée économique et humaniste, dans diverses régions du monde, avec l'objectif d'installer des réseaux qui approfondissent et consolident cette ligne de pensée et d'action.

La fondation Economía y Humanismo, organisation à but non lucratif, se crée à partir de l'expérience et de la vision du CLAEH, puisant son inspiration dans la pensée de Lebret. Elle est vouée à travailler à partir d'une perspective intégrale et humaniste du développement, mettant en avant des programmes basés sur la connaissance appliquée de l'action et une attention particulière sur les réalités des peuples d'Amérique latine.

Son Conseil d'administration, responsable de la politique institutionnelle de la fondation, bénéficie du soutien d'un Comité d'honneur constitué de personnalités reconnues internationalement pour leurs contributions au développement social avec justice, équité et démocratie.

Sise à Montevideo, Uruguay, la fondation se définit comme une organisation dotée de racines et d'engagements latino-américains, partant d'une vision de l'interdépendance globale des phénomènes sociaux, économiques, culturels et politiques.

### Mission

Promouvoir le développement humain intégral et durable en Améri-

que latine - conjuguant éthique, connaissance et action -, articulant ses efforts autour de divers agents publics, privés, sociaux et communautaires, à la fois nationaux et internationaux.

### Vision

Constituer une référence pour l'éducation et le développement à partir de la perspective de l'économie humaine en Amérique latine.

### Actions

- Encourager la création d'alliances et de réseaux internationaux afin de promouvoir la pensée de l'économie humaine, le dialogue des civilisations et la coopération pour l'éducation et le développement.

- Actualiser et divulguer la conception de l'économie humaine ayant pour source d'inspiration la pensée de Louis-Joseph Lebret, avec une attention particulière pour les réalités et défis contemporains en Amérique latine.

- Générer des stratégies de sensibilisation et d'articulation entre le monde politique, académique et la société, partant d'une perspective de droits, d'équité, de citoyenneté et de développement durable.

- Promouvoir des stratégies inclusives d'éducation et de travail pour le développement.

- Créer des fonds de recherche pour le développement et de soutien pour l'éducation des jeunes.

**Contact** : Luis Carrizo (dir. exécutif)

CLAEH

Zelmar Michelini 1220

Montevideo 11100 - Uruguay

Tél: (+598) 2900 7194

[www.economiayhumanismo.org](http://www.economiayhumanismo.org)

[lcarrizo@economiayhumanismo.org](mailto:lcarrizo@economiayhumanismo.org)

### 3. Le Réseau dans la dynamique Lebret : actions passées et programmes pour demain

#### Le Centre Lebret-Irfed

*Par Isabelle Duquesne*

Le Centre Lebret-Irfed est l'organisation qui résulte du rapprochement entre l'Institut de formation au développement (IRFED) créé par L.-J. Lebret en 1958, et le Centre Lebret, créé en 1973 par Vincent Cosmao, lui-même dominicain et équipier de Lebret, afin d'approfondir la réflexion sur le lien entre foi et développement. Basé à Paris, le Centre coordonne un réseau international d'acteurs de développement qui se reconnaissent dans la pensée de L.-J. Lebret.

#### Activités du Centre Lebret-Irfed

Le Centre Lebret-Irfed édite la revue *Développement et civilisations*, qui, après avoir été intitulée *Foi et développement*, a repris le nom de la revue publiée par l'IRFED de 1960 à 1973. La revue, constituée d'articles de fond, écrits par des auteurs de différents pays, donne des clés de compréhension aux questions actuelles de développement et de solidarité internationale.

Des cahiers et des documents de travail visent, de plus, à capitaliser les expériences acquises sur le terrain et le travail de réflexion effectué au sein du Réseau international.

En effet, l'activité principale du Centre Lebret-Irfed ces dix dernières années a été d'animer un réseau informel composé d'acteurs de développement, personnes ou organisations, dans différents pays du monde. Ce travail d'animation s'est traduit par l'accompagnement de projets de développement local (*Timor*) et par l'organisation de rencontres internationales autour de deux principaux thèmes : « Dialogue des civilisations et développement des peuples » et « Relations entre société civile et pouvoirs publics ». Ces rencontres ont été de différents types :

▪ Des ateliers régionaux et des séminaires internationaux :

- « Société civile, développement local et mondialisation : le cas des P.M.A »

*Addis Abeba, Éthiopie, 2001*

- « Dialogue des civilisations et développement des peuples »

*Beyrouth, Liban, 2003 ; Hanoi, Vietnam, 2005 ; Bangalore, Inde, 2005*

- « Relations société civile – pouvoirs publics »  
*Prague, République tchèque, 2005 ; Haïti, 2006*  
*Lubumbashi, R. D. du Congo, 2007*

▪ La contribution à des réseaux internationaux (AEPF – Asia–Europe People's Forum) et l'organisation d'atelier dans le cadre des forums collectifs :

*Yogyakarta, Indonésie et Séoul, Corée, 2000*

*Copenhague, Danemark, 2002 ;*

*Hanoi, Vietnam, 2004 ; Helsinki, Finlande, 2006 ;*

*Pékin, Chine, 2008 ; Bruxelles, Belgique, 2010*

▪ Des cycles de formation et de conférences-débats (« Recherche-action et approche globale du développement », « Relecture actualisée de l'encyclique *Populorum Progressio* par un réseau international d'acteurs du développement »...)

Ces rencontres, ateliers, séminaires, débats, étaient, autant que possible, abordés sous une approche participative : enquêtes participatives pour préparer les ateliers, effort pour faire se rencontrer des personnes venant de contextes différents et favoriser le dialogue entre elles, stimuler la concertation entre les décideurs et la population etc.

#### Forces et faiblesses

##### du Réseau international Lebret

Le Réseau international Lebret se réfère aux fondements sans cesse actualisés de la pensée Lebret sur le développement :

▪ le développement ne se réduit pas à sa seule composante économique mais concerne toutes les dimensions de la personne ;

▪ le développement n'est pas une succession de projets mais un processus inscrit dans la longue durée ;

▪ les personnes et groupes sont acteurs de développement. Cela implique la reconnaissance du droit à expérimenter, à se tromper, à changer d'objectif en cours de chemin. Les outils de mise en œuvre du développement doivent faciliter et non étouffer les dynamiques porteuses d'alternatives.

Le Réseau Lebret est un espace de liberté de parole, sans lien de dépendance financière entre

## Une méthode pour faire parler les expériences de terrain

étape 1 : repérer des acteurs locaux engagés sur des territoires, dans des dynamiques de changement social, dans une optique d'économie humaine

étape 2 : identifier leurs modes d'action et les analyses qu'ils font de leur action (analyse des mécanismes - causes et conséquences - qui expliquent les problèmes auxquels sont confrontés ces acteurs)

étape 3 : encourager la coopération entre membres du Réseau ; faciliter les possibilités de prolonger, réinterroger et croiser les expériences et réflexions entre acteurs ancrés dans le local afin d'intégrer des dimensions plus vastes

étape 4 : mais surtout, cette confrontation doit se faire en priorité entre les personnes concernées ; l'intervention des experts extérieurs est envisagée quand elle permet d'élargir ou de compléter la réflexion. Nous pensons qu'il est primordial, pour l'action de changement, de ne pas déposséder les acteurs de la réflexion, que c'est précisément cette réflexion sur l'action qui fait la transformation. Il s'agit de réaffirmer que le développement ne se fait pas sans les personnes. La participation est intrinsèquement constitutive de tout processus de développement

étape 5 : faire émerger des convergences, ce qui permet de discerner les impacts internationaux. Les rencontres continentales et internationales permettent ici d'apporter « l'expertise de terrain » sur les thèmes les plus communs (pour ne pas en rester aux conclusions d'experts) ou bien d'aborder des aspects particulièrement nouveaux et qui bénéficient le moins d'occasions de confrontation

L'articulation de ces étapes est ce qui nous donne une capacité en tant que réseau à faire connaître les résultats de cette interaction entre analyse, action et transformation. Le rôle du secrétariat est de publier et faire circuler ces résultats, dans une double optique :

- rétroalimentation / restitution aux acteurs de terrain
- information plus large au-delà du Réseau

ses membres, où ces derniers peuvent penser différemment et oser le dire. C'est un réseau généraliste et non pas spécialisé sur un thème ou dans une région. Il est pluraliste, non marqué par une étiquette identitaire, ce qui lui permet de faire se rencontrer des acteurs de développement aux ancrages culturels et spirituels divers. La force du Réseau réside dans l'engagement de terrain de ses membres - acteurs de développement eux-mêmes multiplicateurs et têtes de réseaux - et dans la mise en commun des enseignements tirés de l'unicité de chaque situation. Le rôle du secrétariat à Paris est d'être facilitateur de la mise en relation des besoins, expériences et connaissances des membres et partenaires du Réseau international, et de faire connaître à un plus large public les productions du Réseau.

L'impact et la reconnaissance du travail du Réseau international Lebreton sont amoindris par un déficit de continuité entre les différentes activités, et de mise en débat des conclusions tirées de ces activités, de mise en œuvres des recommandations et de la connaissance des impacts ; un déficit de capitalisation des réflexions et préconisations, et de diffusion dans le Réseau et au-delà ; des

difficultés à renouveler le Réseau et à renforcer son articulation régionale après chaque activité.

Une des conséquences est un manque de visibilité : nous ne sommes pas reconnus pour les thèmes sur lesquels nous travaillons, y compris ceux qui sont peu abordés par d'autres.

En 2009, le Conseil d'administration avait constaté la difficulté de trouver des moyens de financer le travail, considérable mais « immatériel », d'animation de réseau. Face à l'aggravation de la situation financière, il a entériné la volonté de donner à l'association Centre Lebreton-IrfeD les moyens de rétablir une viabilité financière et confirmé la décision de se doter de fonds propres pour financer cette refondation en vendant l'étage dont elle est propriétaire et en rachetant des locaux plus petits.

Cette rencontre Lebreton 2010 est une des étapes du travail entrepris ces derniers mois de consultation du Réseau, de remise à plat de son mode de fonctionnement et de son articulation avec le Centre Lebreton-IrfeD. Réaffirmer collectivement ce que les membres du Réseau international Lebreton veulent être et faire ensemble aujourd'hui et retrouver une viabilité financière, tel est notre défi.

## Méditerranée Afrique Solidarité

*Par Yves Ferry*

L'origine de l'association Méditerranée Afrique Solidarité (MAS) est liée au réseau Lebrez. Plus précisément, en 1986, après le colloque de Genève, à la suite d'une discussion où il avait été proposé au Centre Lebrez de venir faire une intervention pour présenter les questions du développement à Valbonne Sophia-Antipolis. La réponse donnée par Fred Martinache, « On n'est pas là pour faire de la parole, on est là pour mettre les gens en réseau ! A vous de vous organiser ! », a été au départ de MAS.

Une équipe informelle, en référence à Lebrez, s'est donc constituée à Sophia Antipolis. Fin 1987, MAS (Méditerranée-Afrique-Solidarité) s'est créée en association de loi 1901 comme une petite antenne Lebrez tournée vers l'Afrique.

Au fur et à mesure, il y a eu un détachement par rapport au Centre Lebrez, une mise en retrait par rapport à la dimension « Foi et Développement » tout en gardant tout ce qu'il y avait de précieux dans la pensée Lebrez. Aujourd'hui, Il reste des filiations et des connivences très profondes.

MAS entretient des liens importants au Togo avec des acteurs qui sont eux aussi en référence avec le mouvement Lebrez. C'est le cas d'Antoine Dzamah qui est le responsable de la ferme SICHEM proche de Lomé, un centre d'appui pour l'autopromotion des villages. Ces acteurs sont de jeunes Africains qui, il y a 20 ans, ont fait le choix de retourner dans leurs villages pour donner leur vie et consacrer leurs efforts pour la vie paysanne. Ils ont construit des initiatives de promotion humaine pour eux-mêmes et pour les villages alentour, qui, bien souvent, sont des villages « oubliés » de tous et de l'État en particulier, et qui doivent vivre (ou plutôt survivre) d'une l'agriculture pauvre.

Les démarches initiées par SICHEM prennent principalement appui sur les méthodologies et pédagogies de libération de Paolo Freire. Les acteurs ont réalisé assez vite que, dans ce contexte, le vrai potentiel de développement résidait dans les capacités niées ou inemployées des populations : elles sont les réelles ressources des villages. Cette force qui est bloquée demande à être éveillée dans un processus visant avant tout les capacités d'auto-organisation des populations paysannes.

L'idée d'un développement du tissu social par lui-même est devenue centrale. SICHEM a mis en place des démarches d'appui pour la conscientisation des populations rurales. Une action prioritaire consiste à soutenir les Comités villageois pour le développement qui animent d'autres initiatives : eau, école, reforestation, santé.

Nos partenaires au Togo accompagnent ce processus social, très lent et très complexe mais vital et très intéressant. Il est constitutif d'une maturation « politique » qui affirme l'autonomie des démarches de développement comme le bien des communautés paysannes face aux exigences et aux intérêts politiques qui entendent, à leur profit, maintenir en dépendance les organisations paysannes. Affirmer au sein des villages l'autonomie des organisations qui agissent pour le développement est au cœur de l'action de nos amis de SICHEM.

Concrètement, l'éveil des communautés paysannes, en lien avec l'action de soutien de SICHEM et de ses partenaires, permet des progrès que l'on voit dans la diffusion de méthodes agrobiologiques, de la reforestation, de l'auto-construction, de la rénovation d'écoles, des équipements pour l'eau potable et leur gestion. SICHEM qui est maintenant un centre bien équipé, joue un rôle de formation pour les comités paysans et les enseignants. Les acteurs de SICHEM sont en relation avec d'autres partenaires qui se reconnaissent parfaitement dans la démarche de Lebrez par exemple le Centre Songhai au Bénin. En plus de leurs actions sur les thématiques proprement rurales, nos partenaires africains interviennent beaucoup sur le lien entre ville et campagne. Je me fais l'écho de leur souhait de pouvoir organiser à SICHEM, au cœur des villages, une proche rencontre internationale Lebrez. Ils ont pour cela de bonnes capacités d'accueil et de réunion.

MAS est aussi partenaire depuis 1987 d'acteurs de la promotion paysanne au Kivu en RDC. Cette question sera présentée par Achille Biffumbu, ici présent, et qui est membre du réseau Lebrez.

MAS est une association locale, basée dans les Alpes Maritimes. Notre action est double.

Accompagner les initiatives de développement de nos partenaires en Afrique en restant fidèles à leurs démarches et actions de promotion humaine. Parallèlement, nous consacrons beaucoup de temps et d'énergie pour promouvoir ici en Provence une vision du développement solidaire en nous impliquant dans des démarches de sensibilisation, d'information et de formation. Nous nous efforçons de maintenir un équilibre constant entre les projets dans les Alpes maritimes et ceux dans d'autres pays.

Nous essayons d'établir des partenariats entre la société civile et la sphère politique mais aussi de mettre en place une démarche de coopération entre les associations. On peut citer, par exemple, notre engagement pour la Maison du Développement et de l'Économie Solidaire, basée à Valbonne Sophia-Antipolis qui intervient sur les différents champs de la solidarité, comme la finance solidaire, l'agriculture de proximité, les

relations Nord-Sud ou les partenariats territoriaux. Ces démarches ont également une dimension politique : capacité de recueillir des financements, de dialoguer avec les institutions, de signer des contrats et conventions avec les mairies.

Un autre volet de notre action est celui de l'éducation, de l'éveil et de la sensibilisation au développement solidaire. Il s'agit de favoriser des échanges entre les écoles du Nord et du Sud, d'organiser des activités d'initiation et de sensibilisation dans les milieux scolaires.

Au total MAS favorise l'existence dans les Alpes-Maritimes et en Provence d'un réseau de personnes d'organisations attachées à l'idée que nous devons participer à la construction ici et là-bas des avenir qui nous sont communs. Avec un axe de travail méditerranéen où nous souhaitons être présents.

Pour une meilleure connaissance de MAS : [www.mas06.com](http://www.mas06.com)

## **MedCoop**

*Par Kader Bekkar*

La méditerranée est la région au monde où la différence de développement entre deux pays voisins est la plus importante : entre le Maroc et l'Espagne, le rapport est de 1 à 12. Entre le Sud et le Nord de la Méditerranée, la fracture est énorme, c'est pourquoi il nous semble très important de faire des mises en réseaux afin de partager les connaissances et de créer un cadre de travail, de dialogue et d'analyse qui permette d'avancer.

MedCoop se constitue comme un réseau basé en région Provence-Alpes-Côte d'Azur, qui collabore avec des organismes travaillant en Méditerranée sur des initiatives locales. Nous éditons une revue qui donne la parole aux acteurs de terrain, nous organisons des colloques autour du partage d'expériences dans des domaines variés : économie, agriculture, santé.

# Association Savoie Mont-Blanc Espérance Solidarité

*Par André Duval*

L'association Savoie Mont-Blanc Espérance Solidarité (ASMBES) est née au début des années 1990 et visait à interpeller les responsables politiques locaux sur des sujets concernant le développement de la Haute-Savoie. Elle est insérée dans un réseau associatif diversifié et est active dans plusieurs groupements d'associations tels que Alerte, Université populaire, Coordination transfrontalière.

Ces dernières années, elle s'est intéressée à la pauvreté dans le département pourtant considéré comme très riche. Le revenu moyen y est un des premiers en France. Mais des écarts importants y sont mesurés en particulier pour les revenus du dernier décile (revenu maximum des 10% les plus pauvres) qui varient de 230 € pour une ville proche de la frontière genevoise à 1200 € pour une autre de l'agglomération d'Annecy.

Conformément à « l'esprit Lebret », nous avons poursuivi en essayant de comprendre les causes de la pauvreté dans ce département riche. Outre celles liées aux personnes inadaptées à notre économie, on a pu en isoler de très particulières à la situation locale. La première peut se présenter ainsi : des personnes d'autres départements tels ceux du Nord - Pas-de-Calais, attirées par la richesse relative et souvent répondant à des sollicitations des grandes surfaces aux salaires inadaptés aux conditions locales, s'engagent avant de se rendre compte que la dynamique locale et la proximité de la Suisse font que le coût de la vie y est élevé, que les logements accessibles sont trop peu nombreux et les autres très chers. Souvent elles commencent par habiter en hôtel puis en logements trop chers et s'endettent, tombant alors dans la pauvreté. Terre d'immigration donc plus sensible aux ruptures des familles, les épouses qui ont d'abord connu des conditions de vie faciles grâce au salaire suisse du mari, se retrouvent dans un logement trop coûteux après séparation. Enfin il y existe une population à la formation médiocre qui se retrouve en couple assez tôt, ont un enfant puis

se séparent après quelques mois. Même le logement social devient alors trop cher pour la mère, qui doit assumer seule son enfant.

Ainsi nous nous sommes aperçus que le logement était souvent au cœur des difficultés et nous avons donc abordé ce problème, en particulier celui du logement social, dans une étape suivante. Outre le fait que Genève, la ville centre, ne construit pas assez de logements et force ses salariés à venir vivre en France, plusieurs causes à ces difficultés sont proprement françaises. Tout d'abord, dans notre pays, si un terrain agricole obtient le statut de constructible, le bénéfice revient au seul propriétaire, alors qu'en Allemagne et, dans une certaine mesure, en Suisse, le prix de cession à la collectivité par l'heureux propriétaire est sous contrainte, si bien que les logements sociaux n'ont pas à payer au prix fort les terrains d'implantation. La deuxième cause est l'énorme complexité du système qui régit la construction des logements sociaux. Par exemple les opérateurs des Habitations à loyer modéré (HLM) répugnent à organiser la mixité sociale qui conduit à mélanger dans un immeuble logements libres et logements aidés. Les collectivités qui veulent le faire se trouvent dans l'obligation d'obtenir les accords d'un grand nombre d'institutions : Direction départementale de l'Équipement (DDE), région, département, Caisse des Dépôts, banques etc.

Enfin, notre groupe est amené, par sa participation à la Coordination transfrontalière, à réfléchir aux problèmes que pose cette ville de Genève qui, enserrée entre deux frontières françaises, s'étend de fait sur les départements de l'Ain et de la Haute-Savoie. L'attrait de Genève, paradis fiscal aussi pour les entreprises, est en partie dû au fait que chaque entreprise a la possibilité de négocier son imposition avec le canton et que les multinationales peuvent y localiser leurs bénéfices par le jeu des prix de cession entre filiales, ce qui leur permet de réduire sensiblement leurs taxes. L'État de Genève ne construisant pas suffisamment,

il exporte sa croissance démographique sur les territoires voisins qui doivent construire les logements trop rapidement : d'où un niveau élevé des coûts de logements, nous en avons déjà parlé, mais aussi du coût de la vie en général. Pour régler les problèmes de voisinage, un Comité régional franco-genevois a été mis en place. La partie suisse est représentée par des élus de Genève directement concernés, la partie française, du fait de sa centralisation administrative, y est présente par une délégation comprenant le préfet de région, les préfets de département, le président de la région et les présidents des deux départements. Seulement deux élus locaux représentent la population française concernée. On peut dire qu'il y a un vol de pouvoir au sens du droit des populations à assumer les responsabilités qui les concernent en propre. De plus, si la délégation suisse est bien concentrée sur son sujet, la délégation française est source de cacophonie lui ôtant toute efficacité. Notre participation à la Coordination transfrontalière, qui est tout à fait acceptée par les autorités suisses en tant que voix autorisée pour donner son point de vue sur les problèmes transfrontaliers, nous permet d'y être présents, alors que la

représentation française peu habituée à faire participer la société civile aurait des difficultés à agir de même à notre égard comme à celui de toute autre association. Ainsi il nous appartient de signaler toutes les incohérences de la situation.

Au printemps 2010 l'antenne Lebret a organisé un forum qui a rassemblé pour un long samedi après midi environ 150 personnes. Le thème était « L'Homme dans un monde en mutation ». Un exposé introductif posait les problèmes que le monde devrait résoudre dans les années à venir. Il était suivi de travail en ateliers, au nombre de cinq, menés en parallèle, ayant pour thème : les migrants, le logement, l'accueil des jeunes, l'économie-l'entreprise-l'emploi, l'agriculture. C'est notre président, Yves Berthelot qui eut la lourde charge de passer de ces réflexions locales à une vision plus globale telle que celle qu'il vous a exposée ce matin.

Nous sommes ainsi fidèles à nos origines qui consistent à éveiller les consciences sur les problèmes locaux sans négliger la vision plus globale.

## Bretagne Espérance Solidarité

*Par Paul Houée*

L'activité de BRES s'organise autour d'un thème que nous travaillons durant une ou deux années. Nous constituons un dossier thématique, qui se veut une contribution pour l'information et la prise de conscience sur des questions de notre temps. BRES a également beaucoup contribué au colloque sur l'encyclique *Populorum Progressio* organisé en 2007.

Pour les années 2010 et 2011, nous avons choisi de revenir sur les questions de l'agriculture et de l'alimentation. En effet, après les émeutes de la faim de 2008, la question alimentaire risque de redevenir primordiale. Voici les lignes de réflexion de BRES :

- Sécurité alimentaire et sécurité financière pour les agriculteurs.

- Souveraineté alimentaire soit au sens strict (la possibilité pour les états de définir leurs politiques) soit au sens large (la capacité des collectivités locales de vivre sur leur territoire).

En Bretagne, nous sommes particulièrement sensibles à la question de l'agriculture, un tiers des bretons travaille directement ou indirectement dans ce secteur. Le modèle développé jusqu'ici se trouve aujourd'hui à un tournant et la population bretonne ressent difficilement les limites de l'intensification agricole. Il faut aujourd'hui penser l'agriculture autrement. Cependant, nous sommes face au désarroi des responsables locaux et la tendance qui se dessine est la fuite en avant, car l'agriculture est de plus en plus confiée à l'agrobusiness. Il faudrait revenir à des exploitations familiales, les privilégier, mais l'une des principales difficultés du secteur est celle de la relève : les jeunes ne veulent plus reprendre les exploitations car c'est devenu trop risqué.

En terme de système de production, nous penchons vers « l'agriculture écologiquement intensive » c'est-à-dire moins de mécanique, moins de chimie, plus d'agronomie, plus de biologie, donner l'avantage aux processus naturels. Il ne s'agit pas de produire moins, il s'agit de produire mieux car il y aura bientôt 9 milliards d'êtres humains à nourrir...

En termes politiques, il faut penser un protectionnisme raisonné car chaque pays doit avoir le droit de protéger son agriculture en fonction des besoins de sa population. De plus, une attention particulière est nécessaire car l'agriculture est fondatrice du territoire. Il semble primordial de réfléchir à une gouvernance mondiale de l'alimentation et de l'eau et d'examiner les possibles modalités d'une telle organisation.

Une distinction est à faire entre l'alimentation et la nourriture. L'alimentation est une réponse technique et commerciale à des besoins physiologiques alors que la nourriture englobe l'alimentation dans un ensemble de codes de conduite sociaux que l'on apprend : la façon de cuisiner, les vitamines à privilégier... D'où l'importance de créer une alliance entre les producteurs et les consommateurs.

Nous avons commencé dernièrement une collection, *Les cahiers de BRES*. Le premier numéro, *Le défi alimentaire mondial*, dresse un état des lieux de la situation. Le deuxième, qui vient de sortir, s'intitule *Une terre nourricière pour tous ?* avec en sous-titre *Choix alimentaires et diversité des agricultures* et tente de mettre en avant les choix qui s'offrent aux consommateurs et la nécessité d'une agriculture diversifiée. Le travail autour de ces *Cahiers de BRES*, en lien avec notre thématique agricole, a consisté à utiliser l'étude AgriMonde, un ensemble de recherches effectuées par un groupe pluridisciplinaire mis en place à la fois par l'INRA (Institut national de recherche agronomique) et le CIRAD (Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement). Les chercheurs ont voulu poser la question alimentaire et agricole différemment. Leur approche a été la suivante : comment bâtir une agriculture qui prenne en compte l'évolution du climat et de l'environnement en ayant pour objectif de nourrir 9 milliards d'êtres humains en 2050. C'est un travail un peu technique mais extrêmement riche. Il comporte une analyse de tout ce qui a été fait en agriculture au niveau mondial, à travers les six grandes régions du globe, sur plusieurs dizaines d'années, afin d'analyser l'évolution des agricultures par production ainsi que l'évolution de la consommation.

La deuxième partie de ce travail est une étude prospective de ce que l'on peut envisager en 2050 en terme d'équilibre entre production et consommation. Une concurrence assez forte risque d'apparaître sur la question alimentaire, avec un changement des équilibres de productions agricoles mondiaux.

Cette grande étude AgriMonde constitue une base technique et un outil qui permet de réfléchir aux tendances actuelles.

BRES se situe à l'interface entre des chercheurs dont nous utilisons les travaux et un public averti qui s'intéresse aux enjeux actuels et cherche à les comprendre. C'est un travail de vulgarisation sur les questions de sécurité alimentaire.

Notre grille de réflexion est la suivante : comment élargir la prise de conscience au niveau de la production agricole, de la chaîne alimentaire et de la consommation quotidienne ?

Ensuite, comment passer de la prise de conscience à la prise d'initiatives ? L'idée est d'identifier des expériences d'au moins un an, demander aux gens comment ils s'y sont pris, quelles sont leurs motivations, quelles valeurs et quel monde ils annoncent.

Nous devons passer d'une écologie de la préservation et de la correction des excès à une écologie qui soit fondatrice de relation : « moins de biens, plus de liens ».

On pourra ainsi redonner à l'agriculture sa fonction nourricière et paysagère mais également dignité et confiance aux agriculteurs.

## **Achille Biffumbu : présentation de son action en R.D.Congo La Ferme-école agroécologique de Bushengwa**

J'ai eu plusieurs orientations à la fin de mon parcours académique mais mon orientation spécifique fut la paysannerie.

Je viens ici pour parler d'une expérience concrète : la « Ferme-école agroécologique » que je suis en train de mettre en place depuis 2007. C'est une initiative personnelle débutée sur le terrain que je possède à Bushengwa, après avoir été confronté à de nombreux défis au cours de démarches de développement entreprises avec les paysans. Je ne me suis pas arrêté aux problèmes rencontrés. Bien que la région soit plongée dans une instabilité chronique depuis la guerre du Rwanda jusqu'à aujourd'hui, on espère une sortie de crise progressive.

En République démocratique du Congo, il n'y a pas de politique claire gouvernementale vis-à-vis de la jeunesse et notamment de la jeunesse rurale, ni de politique claire d'éducation. Dans ce contexte, il fallait se forger des pistes pour aider tous les paysans à s'en sortir.

Ayant moi-même présidé un institut technique agricole, je me suis plongé dans le programme national où j'ai trouvé des aspects très intéressants mais qui n'avaient pas pu être mis en pratique. Pour moi, il n'y avait plus d'excuses pour ne pas orienter l'enseignement vers la professionnalisation. Dans le cadre du projet de la Ferme-école agroécologique, ce qui m'a stimulé c'est de voir cette masse de jeunes ruraux qui, dans un contexte de guerre et d'absence de l'État, n'a pas d'autre issue que de se lancer dans la délinquance, de s'enrôler dans l'armée ou de quitter les campagnes pour gagner les villes. Comment agir face à cette situation ?

Au lieu de continuer à parler sans fin, à expliquer et justifier la démarche, j'ai préféré commencer quelque chose de très rudimentaire et de très concret sur mon propre site, j'ai commencé à y mettre en place quelques cultures et au fur et à mesure, des jeunes sont venus... Mon but était atteint : les faire s'intéresser à ce projet agricole.

En 2008, je me mis à réfléchir : certes les jeunes sont intéressés par l'action, mais faut-il s'arrêter là ? Faut-il continuer en cavalier solitaire? Je dois me chercher des alliés. J'ai commencé par identifier des personnes du village qui connaissaient mon projet, qui étaient curieux mais qui n'osaient pas poser de questions. Je leur ai donc expliqué mon travail et mon espoir de voir se transmettre les connaissances entre les fils du village éduqués et la jeunesse non formée qui souffre, et de trouver des solutions ensemble dans un esprit de solidarité.

Un autre aspect important était le fait que les villages se vident et qu'en parallèle, la région est victime d'une forte urbanisation : les jeunes de la région, tout comme ceux d'autres régions, vont à Goma où sévit une grande violence urbaine. Deuxième élément important, l'agriculture est très perturbée et l'érosion des sols est très forte et cela n'interpelle personne, surtout pas le gouvernement. Je constate également une spéculation sur les matières premières agricoles.

Quand on sait que les structures éducationnelles ne sont pas adaptées à la situation locale que peut-on faire si ce n'est agir ?

Ces différents constats m'ont poussé à dessiner plusieurs lignes directrices à mon projet. La ferme devra avoir pour fonction de promouvoir une agriculture agroécologique ; le concept est universel, mondial, mais l'Afrique a quelque chose à y ajouter, quelque chose qui part de nos réalités locales. À mon sens, cette Ferme-école agroécologique devrait servir de référence non seulement pour occuper cette jeunesse rurale mais aussi servir de modèle aux agriculteurs des environs : un petit modèle de développement local avec l'ambition de pouvoir rayonner. L'objectif de ce projet est donc de former ces jeunes défavorisés pour leur apporter une alternative à la situation actuelle mais également de répondre à la demande des secteurs urbains en matière de production agricole.

Pour parvenir à ces objectifs, la solution socio-économiquement viable et respectueuse de l'environnement, c'est de promouvoir une agriculture durable.

Il a fallu définir les fonctions et les deux grands axes d'action du projet. Premièrement, nous avons procédé à l'identification et l'orientation des jeunes souhaitant participer à la formation. Deuxièmement, nous avons défini et mis en œuvre un schéma agricole type. Il faut arriver à monter un apprentissage afin que l'élève, après avoir bénéficié de l'accompagnement et de notre dynamique, puisse éventuellement s'orienter vers une installation. C'est vraiment une formation en alternance, très pratique et moins théorique, nous avons voulu une vraie pédagogie d'alternance entre la ferme et leur propre exploitation familiale. Ensuite, pour être plus efficace nous avons choisi comme unité opérationnelle la presque-île comme modèle.

L'avantage pour la presque-île de Bushengwa, c'est qu'elle a reçu peu d'aide humanitaire et qu'elle n'a pas subi les dommages des productions agricoles basées sur l'usage d'engrais de synthèse. Le projet peut donc barrer la route à cette conception et commencer quelque chose de nouveau.

Une autre orientation de la ferme, c'est de mettre en place une base de connaissance agroéconomique à travers un suivi opérationnel de la ferme et la mise en place de programmes de développement agronomiques de type local. En effet, nous préconisons une démarche de paysan à paysan, de jeune à jeune, entre personnes ayant adhéré au projet de la ferme, afin de pouvoir ensuite créer un réseau et des mécanismes pour faire face aux défis de la production. Enfin, nous avons également l'idée de créer un label propre à la presque-île.

Nous avons déjà sensibilisé une dizaine de personnes. Nous sommes dans un village qui nous a vu naître et qui ne doit pas mourir. Pour aller plus loin, il nous faut matérialiser toutes ces idées et mettre en place une structure qui pourra intégrer d'autres structures afin de faire de notre village un village durable. C'est ainsi qu'est née notre association « Village durable ». Elle a pour vision de promouvoir des villages durables dans lesquels on mesure les impacts économiques et écologiques de chaque action entreprise.

L'association entend promouvoir les savoirs locaux par la recherche-action et soutenir une agriculture à la fois respectueuse de l'environnement et socio-économiquement viable. Il faut arriver à préserver les potentialités locales, par une gestion intégrée des ressources locales (les sols, les forêts). Nous voulons aussi faciliter l'accès à l'information et à l'éducation autour des énergies renouvelables. L'association est également prête à une mise en réseau avec d'autres projets, et elle pourrait servir d'interface ou de service de consultance. Enfin, l'association veut prendre une part active dans les dynamiques d'action citoyenne et agir pour la bonne gouvernance et le développement local.

Dans l'optique de pouvoir comprendre les relations entre les pouvoirs publics et la société civile, et notamment dans le domaine agricole, je rêve d'un observatoire « agroéthique » ! Compte-tenu de toutes ces violences, l'Afrique n'échappe pas à tout ce qui fait aujourd'hui dans l'agrobusiness : les agrocarburants, l'intensification agricole, l'utilisation massive des engrais chimiques... Pourtant, personne ne parle des conséquences de ces produits et de ces méthodes ! Ne pourrions-nous pas construire un lieu de réflexion autour de ces questions ? Je me suis demandé quelques instants : où pourrais-je me diriger avec mon idée d'observatoire agroéthique ? Je pense avoir trouvé dans ce colloque le lieu que je cherchais !

## Lily Razafimbelo : présentation de son action à Madagascar

Madagascar est en crise depuis deux ans. Avant toute chose, il serait temps de travailler sur les causes de cette maladie avant de chercher des thérapies. Ce qui différencie les autres crises de celle-ci c'est qu'elle est plus violente et identitaire, c'est une crise politique, sociale et morale. Il existe le sentiment que le pays, qui a pourtant commémoré ses 50 ans de retour à l'indépendance, a perdu son âme.

J'ai passé ma jeunesse et ma vie d'adulte à lutter pour des causes qui me semblaient justes : essayer de tendre vers un « vivre ensemble » plus juste, plus équitable et aussi plus éthique ; construire une société où tous les malgaches puissent participer. Mes principes pour l'action sont une construction autour de « l'âme qui fait l'homme », le *Fanahy Maha-Olona*, c'est primordial et nous l'avons perdu. Il faut essayer d'y revenir et que cela devienne le moteur d'une société en construction. Mon engagement s'est marqué par des luttes en 1972 et 1991. Partant de l'action catholique, j'ai milité à la Jeunesse indépendante chrétienne (JIC) et puis à l'Action catholique indépendante (ACI), avec comme principe « Voir, Juger, Agir » qui est devenu ensuite « Regarder, Discerner et Réagir ». C'était un terrain favorable à la pensée Lebret. Depuis 38 années, je lutte pour une société plus humaine.

Ce qui m'a permis de m'approprier la pensée de Lebret, c'est de regarder, d'observer dans un premier temps. La première découverte a été de constater que, finalement, mon milieu social était responsable de la situation dans laquelle se trouvait Madagascar. Les mécanismes de détention du pouvoir, du savoir et de l'avoir créent les inégalités sociales. Ce milieu social constitué de classes sociales aisées est devenu un « milieu sans âme ». Une action de l'ACI a été de travailler notamment sur la notion de bien commun. Cependant, il s'est révélé plus difficile de travailler dans ce milieu que dans les milieux ouvriers.

Dans l'éditorial du numéro spécial de *Jeune Afrique* consacré aux 50 ans d'indépendance africaine, on trouve une dénonciation de la complicité de l'élite africaine par rapport à une situation qui n'évolue pas.

Ma conviction est profonde par rapport à la pensée du père Lebret. Je me demande aujourd'hui, ici aux Rencontres Lebret : pourquoi se poser la question de savoir si la pensée de Lebret est encore utile aujourd'hui ? Pour moi, elle est fondamentale ! Je ne dis pas que c'est un miracle mais c'est une alternative, il faut oser le dire ! C'est une invitation à marcher dans un processus de transformation. À observer avec d'autres, quelles sont les causes ? Qui sont les acteurs de la situation ?

On peut tirer de la démarche de Lebret le principe de se regarder soi-même. Quelle est ma responsabilité ? Comment puis-je aller vers une transformation ? La transformation à laquelle nous sommes appelés est véritablement spirituelle mais aussi institutionnelle. La violence aujourd'hui ressentie est également institutionnelle, on parle d'élection, mais nous ne sommes pas dans des démocraties participatives.

Je voudrais revenir à quelques fondamentaux qui me semblent importants :

- Le développement de l'homme et de tous les hommes, mettre la personne humaine au centre. On n'a pas à dissenter intellectuellement pendant des heures, c'est cela qui importe pour moi aujourd'hui. La personne humaine est à la fois l'acteur et le but de notre démarche pour tendre vers un développement plus humain. Quand je vois des gens vivre dans les bacs à ordures près de chez moi, je trouve cela inhumain. Une vie plus humaine c'est, par exemple, que les femmes prennent plus de décisions, le droit des femmes à participer, qu'elles puissent être candidates à tous les niveaux.

- Aujourd'hui, il faudrait que nous osions dire que la participation démocratique à tous les niveaux est fondamentale.

- Un autre point fondamental est l'éthique du développement et du politique. Le droit à une vie plus humaine, c'est aussi le droit de participer à la vie en société. On retrouve ici la question de la gouvernance, qui est primordiale. L'une des clés du futur, notamment en Afrique, c'est l'acceptation de l'alternance au pouvoir. Enfin, cela soulève la question de savoir comment mettre le pouvoir, le savoir et l'argent au service du bien commun ?

## Pierre-Énocque François : présentation de son action en Haïti

Selon l'expression haïtienne, Haïti a été découverte en 1492 par Christophe Colomb, cela sous-entend qu'avant cette date, personne ne savait si ce territoire existait. Trois siècles d'esclavagisme ont suivi la « découverte » de l'île. Il a fallu attendre 1804 et sa révolution pour aboutir à l'Indépendance. Le peuple haïtien est donc un peuple qui a connu 300 ans de colonisation, sans accès à l'éducation, à la santé... Par la suite, les chefs d'État empreints de l'esprit colon ne répondaient pas aux demandes des peuples. Aujourd'hui encore, les trois siècles de colonisation se font sentir au niveau de l'éducation. En effet, on constate la difficulté pour de nombreux enfants d'accéder à l'éducation. En outre, 89% des écoles sont des écoles privées et il n'y a que 11% d'écoles publiques : cela pose la question de l'offre scolaire dans un pays où la majorité de la population est pauvre. Dans le domaine de l'éducation toujours, il y a eu de nombreuses réformes mais celles-ci n'ont pas changé l'accès à l'éducation. Les tentatives de créer une scolarisation universelle n'ont jamais abouti.

L'éducation est le domaine dans lequel je travaille plus particulièrement. Au commencement de mon parcours, j'ai eu une formation initiale à l'école normale d'instituteur et j'ai été professeur, superviseur et directeur d'établissement. C'est au moment où j'étais superviseur dans les établissements privés que j'ai reçu une formation de superviseur avec Marlyse [*Marlyse Thommen-Strasser, devenue ensuite collaboratrice du Centre Lebret-Irfed*]. Cette formation devait être validée par le ministère de l'Éducation nationale, mais celui-ci n'avait pas de formation, d'où la difficulté de pouvoir la valider. C'est avec l'aide du Centre Lebret-Irfed et du Collège coopératif de Paris, que l'ensemble des superviseurs de la formation ont été inscrits dans le programme du Collège coopératif de Paris (fondé par Desroches [*un des collaborateurs de Lebret*]). J'ai donc suivi cette formation afin d'obtenir un diplôme en Hautes études des pratiques sociales pendant 3 ans, et j'ai pu analyser les pratiques sociales, surtout en matière d'éducation. À partir de ce moment-là je

me suis mis à lire *Foi et Développement* qui est aujourd'hui devenu *Développement et civilisations* [*la revue éditée par le Centre Lebret-Irfed*]. J'ai alors commencé à prendre connaissance des idées de Lebret. Les analyses des pratiques sociales et des pratiques de l'éducation furent très importantes. J'ai moi-même travaillé d'abord sur les surâgés du système éducatif haïtien, c'est-à-dire les élèves qui ont 12, 13, 14, 15 ou 16 ans et qui sont toujours à l'école primaire. J'ai analysé ce phénomène et apporté des recommandations. Ensuite, toujours dans le domaine de l'éducation, je me suis penché sur les enfants des rues qui sont nombreux en Haïti, en me demandant : au regard du système éducatif en Haïti, comment celui-ci contribue-t-il à ce phénomène-là ? À ce niveau-là, j'ai mené un certain nombre d'actions, tout d'abord la publication d'ouvrages, de textes et de recommandations mises à la disposition des décideurs politiques. Je pense que c'est une première action : au moins, il y a une visibilité des propositions pour les surâgés dans l'éducation. Concernant les enfants des rues, ma démarche a été la même, j'ai pointé du doigt la responsabilité et la contribution du ministère de l'Éducation à ce phénomène d'une manière ou d'une autre.

Ensuite, d'autres actions se sont multipliées, il y a eut cette étude sur les rapports entre la société civile et les pouvoirs publics en Haïti [*en 2006, en préparation d'un atelier organisé par le Centre Lebret-Irfed et ses partenaires*]. J'ai été l'un des premiers, accompagné de plus de 20 organisations à travers tout le pays, à étudier la question à l'aide d'une enquête participative. Ensuite, j'ai contribué à la réalisation de cet atelier en 2006 sur les « Relations entre la société civile et les pouvoirs publics ». Cet atelier a eu des retombées très intéressantes, car suite à celui-ci, le ministère de l'Intérieur m'a appelé pour me demander de mettre en place un plan de formation pour les élus locaux. Cela m'a conduit à travailler aux côtés du ministre pendant un an. Il y avait un réel besoin de formation, car ils sont élus par le peuple mais ne possèdent, pour la plupart, aucune formation pour exercer le pouvoir. Cependant, j'ai rapidement

réalisé que le gouvernement (et non le ministre) n'avait pas réellement voulu la formation, puisque celle-ci permettrait la décentralisation. La question s'est alors posée : le gouvernement voulait réellement une décentralisation ? Au bout d'un an, je suis parti car si la volonté du ministre était forte, ce n'était pas le plan gouvernemental.

À partir de là, j'ai travaillé pour d'autres organisations qui m'ont appelé pour faire de la formation autour des politiques territoriales dans un contexte de décentralisation, de participation citoyenne et de gouvernance locale. Je l'ai entrepris notamment avec le Fonds d'assistance économique et social (FAES), entité créée par l'État haïtien. Ces formations sur la décentralisation étaient destinées aux élus locaux, mais également aux dirigeants régionaux des ministères tels que ceux de la Santé, de l'Éducation, de la Qualification, de l'Agriculture. C'est alors que les idées de Lebret ont été véhiculées à travers les modules d'enseignement que je mettais en place.

Je suis actuellement en train de concevoir une formation pour cette même institution, sur le thème de la redevabilité sociale : il s'agit de dire aux élus locaux « Si l'on vous demande des comptes, vous devez être en mesure de nous les fournir. » Avant de commencer à donner ce module, j'ai demandé au FAES s'ils étaient certains de vraiment vouloir de ce module sur la redevabilité sociale. Ils ont répondu positivement donc la formation va avoir lieu d'ici un mois.

En parallèle à ces activités, j'ai réalisé un travail sur les pratiques démocratiques et la transparence. Une enquête participative a été organisée dans six communes de deux départements, afin de faire parler la population. Après chaque entretien,

individuel ou en groupe, nous avons organisé au niveau communal une grande rencontre pour faire émerger toutes les recommandations sur les différents aspects de pratiques démocratiques transparentes. Cette étude a donné lieu à un document final pour les six communes, que nous avons soumis à l'ONG Care. J'ai pu faire tout ce travail à travers les idées de Lebret, à travers la recherche-action, à travers les analyses de pratiques.

Cela fait trois mois que je travaille dans un projet pour la scolarisation universelle, l'accès de tous à l'éducation. Ce dispositif consiste, aujourd'hui, à identifier dans les établissements scolaires des parents qui ne sont pas en mesure d'assurer les frais de scolarité de leurs enfants, et à donner un certain montant au directeur pour faciliter la scolarisation de cet enfant, déjà inscrit dans l'établissement. Très bien, mais est-ce cela la scolarisation universelle ? Et tous les enfants qui sont dehors ? De plus, cela instaure une dynamique d'assistance permanente.

J'ai ainsi pu montrer que ces dispositifs ne correspondaient pas à la scolarisation universelle. J'ai été appelé à préparer un plan de stratégie de formation, avec une équipe de quatre personnes, destiné à tous les gens du ministère. Ce plan prend en compte la formation des maîtres, des instructeurs, des superviseurs et des directeurs techniques. J'ai pu alors intégrer selon le niveau des responsabilités la question d'analyse des pratiques. Par exemple, pour les directeur techniques il y a des notions à avoir, certes, mais surtout, il faut les amener à analyser leurs pratiques. Cette idée a été reçue très favorablement : il y a eu un intérêt pour l'application des idées de Lebret.

# Faire vivre le Réseau international Lebret aujourd'hui et demain

Que veulent faire ensemble les organisations et personnes présentes à cette rencontre ?  
Quelles démarches communes et synergies mettre en place ?

## 1. Que voulons-nous faire ensemble ?

### *Synthèse des débats entre les participants*

Les participants se sont accordés à dire qu'une démarche, inspirée de ce que Lebret avait élaboré est à même de rassembler aujourd'hui des acteurs, engagés dans l'action, ancrés dans des territoires sur tous les continents, porteurs de démarches diverses mais ayant comme finalité la construction d'une société plus humaine.

#### **Écrire une charte ou un manifeste**

Au sujet de la formule, chère à Lebret et à ses héritiers, « le développement de tout l'Homme et de tous les Hommes », beaucoup pensent nécessaire de lui donner un contenu compréhensible pour aujourd'hui et demain. Les participants proposent de rédiger une charte ou un manifeste qui exprime les visions et les analyses communes auxquelles les membres du Réseau Lebret se réfèrent.

La réappropriation d'une identité est nécessaire mais il faut utiliser ce qui existe et qui fonctionne déjà : Benoît Willot rappelle que le travail réalisé autour de la charte d'Économie et Humanisme comprend des éléments très intéressants. Il signale également la chaire d'économie humaine à l'université de Laval, au Québec. En outre, il importe de donner une perspective plus précise à ce que les membres du Réseau veulent faire.

#### **Fonctionnement du Réseau**

Roland Colin a appuyé l'idée du réseau, mais a attiré l'attention sur l'articulation entre le réseau et l'appareil. En effet, Lebret et Desroche disaient à ce propos qu'existent deux manières de travailler au changement social : la première est la logique du réseau et la seconde est celle des appareils. Le réseau est nécessairement fondateur, porteur d'une énergie qui aboutit à des pactes mais il est fragile. Les appareils sont les lieux mêmes où sont gérés les moyens et orchestrées les productions du réseau. L'équilibre entre ces deux logiques est délicat et suppose de maintenir une alliance entre le mouvement et l'institution. Les appareils deviennent fous lorsqu'il y a perte de sens et d'objectif et que plus rien ne les alimente. C'est là toute la difficulté : comment monter un réseau et comment construire et gérer un appareil ?

Luis Carrizo confirme : le réseau a besoin de l'appareil mais ce dernier doit être un moyen et non une fin. Il est nécessaire d'assurer la coordination de ce réseau et d'appuyer le projet commun tout en respectant l'autonomie de chacune des organisations.

#### **Nature du Réseau : terrain et « souplesse »**

##### *L'articulation avec le terrain*

L'articulation avec le terrain est essentielle. Les expériences vécues sont souvent éclatées, dispersées : le Réseau peut servir de catalyseur pour qu'une masse critique soit atteinte.

Pour Claude Baehrel, le Réseau peut être vu comme un espace de partage d'utopie mais aussi de partage de décision. Sa richesse tient à ce que chaque action de développement est inscrite dans un territoire donné. L'échange entre BRES (Bretagne) et AREDS (Inde) peut être très fructueux, car une pratique inscrite dans un contexte donné interroge d'autres expériences en d'autres lieux.

Yves Ferry souligne le rôle du Réseau et de son organisation centrale : entendre les propositions et pratiquer une « écoute active ».

##### *« Souplesse » du Réseau*

Luis Carrizo est revenu sur le fait que les expériences inspirées de Lebret se déclinent aujourd'hui dans plusieurs endroits du monde. Ce qui lie les membres du Réseau, c'est d'être tous engagés dans la même mission.

La renaissance du Réseau est très importante pour le monde d'aujourd'hui. Comment traduire cette idée en action ? Comment faire que ce projet soit viable sur le plan institutionnel et financier ? Voilà de réels défis. Cependant, ces aspects sont secondaires, car le plus important est l'utopie et la vision que partagent tous les participants. Ce Réseau doit permettre à chaque organisation de s'enrichir des échanges, des discussions, des projets communs, tout en suivant son propre chemin.

L.A. Samy s'est lui aussi interrogé sur la nature du Réseau. Comment définir ce que nous sommes ? Pourquoi ne pas parler d'un réseau à « mailles souples », centré sur des organisations populaires, qui concentre les efforts pour créer des relations transcendentales, qui, centrées sur les projets et les engagements plus que sur les structures et la bureaucratie, vont au-delà des questions d'argent. Elles sont axées sur ce que l'on veut faire ensemble, sur une conscience du « nous ». L'animateur du Réseau est lui-même acteur, actif, activiste, sur le terrain. Le Réseau est un rassemblement d'acteurs de développement.

Marlyse Thommen-Strasser a parlé, elle aussi, du Réseau comme d'un tissu lâche. Le CLAEH, par exemple, n'a pas eu besoin du Centre Lebret-Irfed pour exister, mais l'importance vient des liens qui se tissent lors des rencontres, des déclics qui s'y produisent, des échanges de visions qui, dans vingt ou trente ans deviendront peut-être réalités ; or ces résultats, peu facilement communicables, sont donc difficilement finançables. En 2001, le Réseau international Lebret, réuni à Addis Abeba (Éthiopie) pour un séminaire co-organisé avec le Bureau international du travail et la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement, avait analysé l'articulation entre société civile et développement local dans le cadre de la mondialisation. Les participants avaient décidé de repenser les thèmes du travail mené en commun ainsi que l'architecture financière qui devait le permettre. Deux cycles d'ateliers régionaux et de séminaires internationaux furent alors lancés, pour réfléchir sur les « Relations société civile – pouvoirs publics » et le « Dialogue des civilisations pour le développement ». Et, puisque le Centre Lebret-Irfed n'arrivait plus, depuis l'Europe, à mobiliser les fonds nécessaires au déroulement de cette dynamique souple de recherche-action internationale, l'hypothèse fut faite que les membres du Réseau seraient à même de susciter les soutiens financiers depuis les pôles régionaux. Cette hypothèse ne s'est, à quelques exceptions près, jamais vérifiée : rares sont ceux qui ont accepté de financer un travail de « facilitation », inscrit dans la durée et résolument respectueux des dynamiques des acteurs de terrain et non au service d'une logique de projet telle que la conçoivent les bailleurs de fonds de l'aide au développement. C'est là notre paradoxe : nous savons que le développement authentique n'est possible qu'en étant attentif à ne pas déposséder les acteurs de terrain de la réflexion, du droit d'expérimentation et – in fine – de l'exercice de la décision ; mais nous ne trouvons pas – ne trouvons plus ? – les moyens de financer cette posture.

## **Articulation entre les organisations**

L'une des premières tâches est alors, selon Luis Carrizo, d'élaborer un projet de financement du Réseau en tant que tel, afin de créer un secrétariat de coordination. Chacun pourrait apporter sa contribution mais l'élaboration de ce projet de financement serait centralisée par Paris. Chaque organisation a une expertise et des projets particuliers et peut dès lors offrir sa contribution au Réseau. Par exemple, le CLAEH peut offrir sa plate-forme de formation en ligne, son programme d'intervention ou encore des formations d'équipe interdisciplinaires, sur divers contenus : développement territorial, gouvernance, etc.

Lily Razafimbelo a insisté sur le fait que la responsabilité du fonctionnement du Réseau international incombe non seulement au Centre Lebret-Irfed en tant que secrétariat international (basé à Paris), mais également aux acteurs de terrain. Le Réseau, c'est la relation entre le centre de Paris et les organisations dans le reste du monde, mais c'est aussi le lien qui permet à ces organisations d'échanger entre elles. Certaines préoccupations peuvent être communes à tous, d'autres le sont seulement à un sous-ensemble du Réseau, d'autres encore peuvent faire l'objet d'échanges bilatéraux...

Enfin, l'analyse des difficultés passées révèle un besoin de partage des responsabilités. Le fait que la rencontre de Lubumbashi en 2007, sur les rapports entre la société civile et les pouvoirs publics, n'ait pas connu de suites questionne également l'engagement des membres du Réseau qui n'ont pas maintenu les relations avec les partenaires de Lubumbashi.

## **Collaborer avec d'autres réseaux**

Benoît Willot a suggéré qu'il serait peut-être utile d'élargir le débat et de se tourner vers des personnes qui ne pensent pas de la même manière, afin de s'ouvrir au dialogue.

Dominique Lesaffre cite le CLAEH qui collabore avec d'autres réseaux, professionnels ou thématiques. En effet, il n'y a jamais eu autant de réseaux qu'aujourd'hui. Il faut donc établir des liens autour d'une quête commune de sens, vers une meilleure humanité. Certains partagent les préoccupations et les objectifs discutés au cours de cette rencontre. Antoine Sondag souligne l'importance d'identifier les acteurs (universités, etc.) et de s'en rapprocher. Certains sont déjà constitués au sein de courants de pensée, par exemple, autour du « bien commun » : l'indicateur de développement humain (IDH), Amartya Sen, l'économie alternative, les critiques du PIB, l'austérité, abondance dans les biens collectifs et

## 2. Conclusion de la rencontre

*Par Yves Berthelot*

En 2001, la rencontre du Réseau international à Addis-Abeba avait lancé des pistes de réflexion autour de deux thèmes : « Relations entre société civile et pouvoirs publics » et « Dialogue des civilisations et développement des peuples ». Durant une décennie, le Réseau a échangé à partir de la pratique de terrain, collecté des témoignages et produit une réflexion collective. Le bilan est certes mitigé car il s'est révélé difficile de valoriser suffisamment cette production collective, à la fois pour qu'elle soit pleinement utile aux membres et pour qu'elle soit entendue au-delà du Réseau. Néanmoins, les témoignages ont montré au cours de cette rencontre de Mazille que la démarche demeure pertinente est bien vivante et dans la continuité de Louis-Joseph Lebret.

Notre force réside dans le Réseau Lebret constitué d'organisations et de personnes ancrées sur leur territoire où elles mènent des actions pour la libération de l'Homme et la création d'une société plus humaine. Il nous faut renforcer et étendre ce réseau de façon à ce qu'il :

- réponde aux besoins de ses membres. Les débats ont montré que les acteurs de terrain qui partagent une même vision du développement humain ont besoin d'être reconnus, de partager leurs expériences et de débattre des problèmes qui leurs sont communs ;

- il permette de tirer les leçons des expériences vécues par ces acteurs pour nourrir des propositions de politiques et des références pour l'action à faire connaître du public et des décideurs politiques ou privés.

En outre, il faut que ce réseau soit géré de façon décentralisée et que ses orientations soient définies par des représentants de ses membres. Développement et Civilisations Lebret-Irfréd (DCLI) accueille le Secrétariat international qui appuie le réseau et assure la parution régulière de la revue *Développement et Civilisations*.

Nous allons donc rédiger un projet de Plateforme qui définisse les objectifs du Réseau, donne à celui-ci un nom qui soit explicite et compréhensible dans le monde d'aujourd'hui, propose un mode de gestion décentralisée. Cette plateforme sera finalisée en fonction des remarques faites par les acteurs principaux du réseau Lebret et servira à approcher de nouveaux membres potentiels et à établir des coopérations avec d'autres réseaux ou ONG.

En parallèle, il faut trouver les moyens nécessaires au fonctionnement du réseau. Cela nécessite que le réseau devienne une réalité et que les sujets qu'il décide de traiter en fonction des préoccupations de ses membres soient formulés de façon à ce que les donneurs potentiels soient convaincus de leur pertinence.

## Présentation des participants

---

**Claude Baehrel** est ingénieur-urbaniste de formation. Son activité professionnelle a porté sur le développement urbain dans les pays en voie de développement, principalement les villes africaines. Il a assuré le lancement et le suivi de projets urbains de la coopération française au Secrétariat des missions d'urbanisme et d'habitat puis à l'Agence coopération et aménagement, organismes conjoints du ministère de la Coopération et du ministère de l'Équipement (1973-82). Dans ce domaine il a réalisé des séjours d'assistant technique : Mauritanie (1964-67), Zaïre (1982-87), Sénégal (1987-92). En temps qu'expert, il a participé à l'identification de projets urbains de la Banque mondiale : Haïti, Maroc, Madagascar, Chine. Plus récemment, il a travaillé sur la décentralisation et le développement municipal en Afrique auprès du Partenariat pour le développement municipal et de Cités et gouvernements unis d'Afrique, organismes qu'il assiste encore aujourd'hui comme consultant. Il s'est engagé dans le milieu associatif en tant qu'animateur national des Scouts de France (1967-73) ainsi que secrétaire général du Comité catholique contre la faim et pour le développement (1993-98). Son contact avec la pensée Lebret date de ses années étudiantes : relation avec Économie et Humanisme dans un cercle d'études économiques et sociales ; rencontre de l'équipe CINAM au cours d'un stage au Sénégal à la Direction de l'Animation rurale ; présence à Rome (1967) pour l'annonce de *Populorum Progressio*. Depuis plusieurs années, il s'est investi personnellement dans le Centre Lebret-Irled, engagement suivi jusqu'à ce jour malgré une mise en veille due à un séjour au Bénin (1999-2004).

Contact : [claudio@ciebaehrel.com](mailto:claudio@ciebaehrel.com)

**Kader Bekkar** est écrivain et délégué général de Medcoop, collectif pour le développement de la coopération décentralisée en Méditerranée. Actif depuis juillet 1998, créé officiellement en décembre 1999, le Collectif a pour ambition de promouvoir la coopération entre les acteurs du Nord et du Sud de la Méditerranée.

Contact : [medcoop@wanadoo.fr](mailto:medcoop@wanadoo.fr)

**Yves Berthelot** ancien secrétaire général adjoint de la CNUCED (Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement) et ancien secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Europe (CEE-ONU), est président du Centre Lebret-Irled, du Comité français pour la solidarité internationale (CFSI) et de l'Organisation mondiale contre la torture (OMCT).

Contact : [bertheloty@wanadoo.fr](mailto:bertheloty@wanadoo.fr)

**Achille Biffumbu** est technicien de développement rural. Il a animé des projets au Bureau diocésain de Caritas à Goma de 1996 à 1998. Il a ensuite été préfet de l'Institut technique agricole de Buzi-Bulenga, puis de 2000 à 2003, a été consultant pour Oxfam-Grande Bretagne dans l'Est de la R.D. Congo. Actuellement, il accompagne des organisations pygmées et d'autres communautés autochtones au Kivu, est coordinateur des associations partenaires de MAS au Kivu et est facilitateur terrain de la Fondation néerlandaise *Pygmeeën Kleinood* en charge du montage du Centre d'information et de documentation Pygmées. En 2007, il lance le projet Bushengwa, alternative à la formation pratique des jeunes ruraux dans la presqu'île de Bulenga. Dans le prolongement de ce projet, il commence en 2009 la création de la Ferme-école agroécologique (FEAGE). Il est membre du Mouvement des Focolari et du Réseau international Lebret.

Contact : [achille.biffumbu@gmail.com](mailto:achille.biffumbu@gmail.com)

**Claude Caillère** est ajusteur de formation et, devenu monteur-cableur en construction électrique et électronique, il a travaillé à Sud Aviation puis à Thomson CSF. Il fut délégué du personnel à la Confédération française des travailleurs chrétiens (CFTC) à Sud Aviation, puis à la Confédération française démocrate du travail (CFDT) à Thomson CSF ainsi que secrétaire du Comité d'entreprise à TH CSF-G2. Il s'est également investi localement à l'Union locale CFDT de 1966 à 1972 ainsi qu'au Parti socialiste unifié de 1965 à 1970 environ. À titre de permanent, il s'investit dans la Jeunesse ouvrière chrétienne (JOC) entre 1962 à 1965, dans l'Action catholique ouvrière (ACO) de 1972 à 1978, dans le Comité catholique contre la faim et pour le développement (CCFD) de 1985 à 1994 et enfin de 1997 à 1999 pour Emmaüs France.

Aujourd'hui à la retraite, il continue son engagement en assumant la fonction de président d'un centre social Solidarité Français Migrants. Il est membre du Conseil d'administration du Centre d'action populaire pour la santé (CAP'S) et de celui du Comité de vigilance pour une paix réelle au Proche-Orient (CVPR.PO). Il est également membre du réseau Chrétiens de la Méditerranée, accueil et solidarité.

Contact : [claudio.caillere@wanadoo.fr](mailto:claudio.caillere@wanadoo.fr)

**Luis Carrizo** est professeur à l'institut universitaire CLAEH (Centre latino-américain d'économie humaine). Psychologue de formation, il s'est spécialisé en psychologie sociale et est détenteur d'un master en développement régional et local. Il termine actuellement un doctorat en sciences sociales à l'Université de Buenos Aires. Il a été vice-recteur à l'enseignement de l'institut universitaire CLAEH entre 2006 et 2010 et coordinateur académique du département de la Condition de l'homme. Aujourd'hui, il est responsable de la direction de la nouvelle fondation *Economia y Humanismo* (en cours de création). Il a également été consultant et conseiller auprès de divers organismes internationaux tels que : l'UNESCO, le Fonds des Nations unies pour la population, l'Organisation des États américains (l'OEA), l'organisation des États ibéro-américains pour l'éducation, la science et la culture (OEI), la banque interaméricaine de développement (BID), l'École nationale d'administration publique, et le Service national de sécurité civile. Il est aujourd'hui membre du comité scientifique de l'Institut international de recherche en politique de civilisation, présidé par Edgar Morin, et de la Coordination des ORUS (Observatorio Internacional de Reformas Universitarias).  
Contact : [lcarrizo@claeu.edu.uy](mailto:lcarrizo@claeu.edu.uy)

**André Chomel** a réalisé un long parcours, commencé en 1943, avec Économie et Humanisme dont il fut le président en 1974 et auquel il doit une large part de sa formation, entouré de Suavet, Desroche et Lebret. Il a également réalisé une longue carrière au Crédit coopératif de 1952 à 1986 dont il fut le DGA en 1969. Très investi dans l'économie sociale, il fut ensuite directeur de la Revue *RECMA (Revue des études coopératives, mutualistes et associatives)* de 1984 à 1994. Par la suite, il fut co-initiateur du réseau de Microfinance Kafo Jiginew au Mali de 1984 à 2000. Il fut cofondateur et président des Amis du Père Lebret et est adhérent du Centre Lebret-Irled / Réseau international Lebret et du CCFD.  
Contact : [am.chomel@orange.fr](mailto:am.chomel@orange.fr)

**Monique Chomel** a commencé à travailler à Économie et Humanisme en 1948, puis épisodiquement à la demande du père Lebret. Plus tard, elle s'est fortement investie dans la catéchèse en aumônerie de lycée de 1970 à 1990 en tant que présidente nationale pour les parents et les animateurs. De 1983 à 1988, elle fut chroniqueuse au journal *La Vie* pour répondre aux questions des adolescents. Enfin, elle participe avec André Chomel depuis 1980 aux réunions locales du CCFD.  
Contact : [am.chomel@orange.fr](mailto:am.chomel@orange.fr)

**Roland Colin** choisit de participer « de l'intérieur » à la décolonisation, soutenu par ses amis étudiants africains de l'époque, dont Joseph Ki-Zerbo. Dans cette ligne, il entre à l'École nationale de la France d'Outre-Mer. Senghor y est son professeur de Langues et civilisations africaines, et son premier « maître d'initiation ». Parallèlement, il est diplômé de langues Mandées, à l'École nationale des langues orientales. Il part à Bamako, en 1952, puis passe trois ans à Sikasso comme administrateur-adjoint (voir *Kénédougou, au crépuscule de l'Afrique coloniale*, Présence Africaine, 2004). Affecté ensuite au Sénégal, où il retrouve Senghor, il occupe des fonctions clés dans le passage à l'autonomie puis à l'indépendance : chef de cabinet du gouverneur, puis directeur de cabinet et conseiller personnel du président du gouvernement Mamadou Dia. Il vit la crise sénégalaise de 1962 au cœur des événements, puis est choisi par Senghor et Dia comme médiateur pour négocier la libération de ce dernier, obtenue au bout de douze ans de cruelle détention. Par la suite, il s'engage dans le mouvement associatif au service du développement (IRAM, IRFED où il succède au P. Lebret). Docteur d'État en anthropologie, il mène conjointement une carrière universitaire (École des hautes études en sciences sociales, Université de Paris 8 et de Paris 3 et Sciences-Po Paris). *Sénégal notre pirogue au soleil de la liberté* (Présence Africaine 2007) retrace son histoire personnelle au cœur de la grande histoire de l'émancipation du Sénégal. Il a aussi publié *Les contes noirs de l'Ouest africain*, (préface de Senghor) Présence africaine, 2<sup>ème</sup> édit. 2005.  
Contact : [roland.colin@dbmail.com](mailto:roland.colin@dbmail.com)

**Pierre Contat** s'est engagé très jeune dans les Mouvements de la jeunesse qui représentaient à l'époque une porte ouverte pour la jeunesse des villes et des campagnes. En 1950, il participe au congrès de la JAC, Jeunesse agricole chrétienne. Après presque deux années de service militaire, avec une période de participation à la guerre d'Algérie, il s'engage d'avantage dans ce mouvement, où les actions dans l'équipe locale le conduiront à l'équipe fédérale. Élu municipal en 1983 et maire de Saint-Jean de Sixt, en 1989, il sera également à la base de la création d'un syndicat d'assainissement qui regroupe les communes de La Clusaz, Le Grand Bornand et Saint-Jean de Sixt. Lors de son dernier mandat d'élu, de 2001 à 2008, il a présidé la Communauté de communes des Vallées de Thônes. Il est aujourd'hui membre de plus de dix associations.

**Bernadette Denys** a enseigné les mathématiques et a encadré des formations d'enseignants du secondaire au Congo-Brazzaville (1960-1963), en Algérie (1965-1970) et en France. Elle a préparé et soutenu son activité au Congo-Brazzaville au sein de l'association Ad Lucem, et l'encadrement des Guides du Congo de 1960 à 1963 en relation avec les Guides de France.

Elle a été pensionnaire à la Maison franco-japonaise de Tôkyô de 1986 à 1988.

Elle est actuellement en relation suivie avec plusieurs pays d'Afrique (en particulier Congo-Brazzaville, R.D. Congo, Sénégal, Mali) dans le cadre d'un groupe de réflexion sur l'enseignement des mathématiques en Afrique subsaharienne au sein de l'Institut de recherche pour l'enseignement des mathématiques de l'Université Paris 7.

Elle est également membre de la CADE (Coordination pour l'Afrique de demain), d'ASFODEVH et du Centre Lebret-Irfed.

Contact : [denys@math.jussieu.fr](mailto:denys@math.jussieu.fr)

**Isabelle Duquesne** est directrice du Centre Lebret-Irfed où elle a succédé à Sergio Regazzoni dont elle fut l'adjointe de 2005 à 2007. Ingénieure en agriculture de formation, elle a travaillé 11 ans en Amérique latine, notamment dans un programme de développement rural mis en œuvre par l'INAREMAC, une organisation mexicaine d'appui aux communautés paysannes mayas du Chiapas (sud du Mexique). De 2003 à 2005, elle a dirigé le CIFAL (Centre international de formation des acteurs locaux) situé à Divonne près de Genève, organisation française créée par l'UNITAR (Institut des Nations unies pour la formation et la recherche) pour préparer les élus locaux de la région transfrontalière France-Suisse à la prise en compte des enjeux du développement durable.

Contact : [isabelle.duquesne@lebret-irfed.org](mailto:isabelle.duquesne@lebret-irfed.org)

**André Duval** est le président de l'Association Savoie Mont-Blanc Économie Solidarité (ASMBES), créée en 1990 pour réfléchir chaque année à un sujet relatif à la Haute-Savoie et à son développement : économie, logement, démocratie, pauvreté... Il a commencé à participer à ses réunions au début des années 2000 et en assure la présidence depuis 2002.

Il a travaillé pendant 15 ans dans la recherche appliquée au sein d'une fondation américaine dans le domaine des mathématiques appliquées, puis il a collaboré au développement de modèles économiques pour la planète, au profit de la CNUCED et de l'ONUDI notamment. Enfin il a été associé dans un cabinet de conseil aux entreprises dans le domaine de l'organisation. Entre 1974 et 2008, il a été le maire d'une petite commune (25 ans) et/ou président d'un syndicat de communes puis d'une communauté de communes (17 communes, 30 000 habitants) (23 ans).

Contact : [andre.m.m.duval@wanadoo.fr](mailto:andre.m.m.duval@wanadoo.fr)

**Christiane Escher**, suisse, libraire, a cofondé en 1962 puis présidé le Mouvement pour la coopération internationale (MCI) à Genève. Le MCI, proche de la pensée de Lebret, entretient des relations de partenariat de longue date avec le Centre Lebret-Irfed. Le MCI entend agir sur deux registres : le soutien de quelques projets précis « là-bas » (actuellement Argentine, Colombie, Uruguay, Timor Leste, Haïti), la participation de ses membres à la vie de la Cité « ici » : prises de position et alliances avec d'autres organisations sur la migration par exemple, participation à des campagnes d'opinion, d'éducation et de formation du grand public. Les thèmes actuellement prioritaires sont les peuples indigènes et autochtones, l'économie solidaire et sociale, les jeunes.

Contact : [christiane\\_escher@hotmail.com](mailto:christiane_escher@hotmail.com)

**Yves Ferry** a enseigné l'histoire et la géographie et a exercé des responsabilités comme directeur adjoint d'un établissement d'enseignement. À 18 ans, il découvre Lebret par un de ses ouvrages qui le marquera durablement. Après avoir milité dans le cadre du CCFD, il a participé à la création en 1987 de l'association Méditerranée-Afrique-Solidarité (MAS) qui a été rattachée dans ses premiers temps au Centre Lebret-Irfed. L'association MAS agit pour la promotion solidaire des peuples en mettant en cohérence une double démarche : agir ici, en Provence, en relation et en partenariat avec d'autres associations et réseaux pour renforcer les initiatives relevant de l'économie et du développement solidaire, et agir avec des partenaires africains au Togo (ferme Sichem) et dans la région des Grands lacs en RDC (cf. Achille Biffumbu). Aujourd'hui retraité, il est le président de MAS.

Contact : [yves.ferry@hotmail.fr](mailto:yves.ferry@hotmail.fr)

**Pierre-Énocque François** est haïtien et sociologue de l'éducation, il travaille sur les inégalités scolaires, particulièrement sur le thème des défavorisés de l'éducation en Haïti. Il s'est également spécialisé en développement local et intervient sur les questions de la gouvernance locale, de la redevabilité sociale et des pratiques démocratiques en Haïti. Il est actuellement consultant pour le projet de l'Éducation pour tous en Haïti et formateur de formateurs pour les institutions nationales et internationales intéressées par le développement et la gouvernance locale en Haïti.

Contact : [francoispierreenocque@hotmail.com](mailto:francoispierreenocque@hotmail.com)

**Noëlle Garagnani** est une enseignante d'anglais aujourd'hui retraitée. Elle a étudié dans sa ville de naissance à Nice avant d'y travailler de 1970 à 2008, au lycée et collège Fenelon. C'est au sein de l'établissement scolaire qu'elle rencontre Yves Ferry qui lui a peu à peu présenté les diverses associations auxquelles il avait participé. Elle a rejoint depuis peu MAS.

Contact : [garagnani@wanadoo.fr](mailto:garagnani@wanadoo.fr)

**Helena Geeraerd** a terminé en 2009 une maîtrise en anthropologie à l'Université libre de Bruxelles. Dans le cadre des recherches de fin de master, elle s'est intéressée aux nouveaux mouvements religieux et plus spécifiquement à l'implantation de l'Église de scientologie à travers le monde. Passionnée par la recherche théorique sur les questions du « vivre ensemble », elle a suivi plusieurs formations en coopération au développement (CTB, Cap Sud) s'intéressant particulièrement au biais des projets de développement ne correspondant pas nécessairement aux besoins du public ciblé. Elle apporte aujourd'hui son aide au Centre Lebrete-Irfe.

Contact : [helena.geeraerd@gmail.com](mailto:helena.geeraerd@gmail.com)

**Yves Glorieux** débute son parcours professionnel en 1960 au Sénégal dans une entreprise de commercialisation et de trituration de l'arachide. Dans la mouvance de l'IRAM, il rejoint quelques années plus tard l'Office de commercialisation agricole du Sénégal, puis L'Union nigérienne de crédit et de coopération à Niamey. Lors de son retour en France dans les années 70, il accède à un poste à la chambre de commerce et d'industrie de Rennes dans des fonctions du développement local.

Son parcours a été complété par des engagements associatifs en particulier au CCFD et dans l'enseignement technique. À la retraite à la fin des années 1990, il devient président du Comité Bretagne de la Fondation de France, membre du Bureau de l'Association Ille-et-Vilaine/Mopti, et administrateur du Centre Lebrete-Irfe.

« Ce parcours a été pour moi un appel et un apprentissage permanent à un développement humain et solidaire. La pensée du père Lebrete avec sa vision du développement et sa méthode proposée, vécue avec d'autres, m'a aidé à donner sens à ce parcours dans sa finalité, mais aussi dans sa mise en œuvre. C'est la vocation du Centre Lebrete-Irfe et du Réseau international Lebrete d'accompagner ceux qui s'engagent dans un développement humain et solidaire. »

Contact : [yves.glorieux@free.fr](mailto:yves.glorieux@free.fr)

**Paul Houée** 78 ans, prêtre du diocèse de Saint-Brieuc, a été enseignant de sociologie à l'UCO Angers, où il découvre la pensée Lebrete, chargé de recherche au CNRS avec Henri Desroche et directeur de recherche à l'INRA de Rennes. Il a réalisé plusieurs études et ouvrages sur les étapes et les politiques de développement rural, les dynamiques de développement local.

Il a été l'initiateur du mouvement des « pays » dans le Mené, en Bretagne, en France, maire de St Gilles du Mené et président du Plan et Aménagement au CESR de Bretagne.

Actif depuis 1979 dans le Réseau Lebrete, il a participé et organisé des sessions, des voyages d'étude (Brésil, Inde...). Il a publié des ouvrages dans cette ligne, parmi lesquels *L.-J. Lebrete, un éveillé d'humanité*, Atelier, 1997 et *Repères pour un développement humain et solidaire*, Atelier, 2009.

Contact : [paulhouee@wanadoo.fr](mailto:paulhouee@wanadoo.fr)

**Bernadette Huger** a exercé professionnellement au ministère des Affaires sociales et dans un organisme de logement social. Engagée dans la vie syndicale et associative, elle est aujourd'hui membre du Conseil d'administration du Centre Lebrete-Irfe.

Contact : [b.huger@gmail.com](mailto:b.huger@gmail.com)

**Marie-Thérèse Jehanno** est religieuse, Fille du Saint Esprit, en résidence à Vannes, dans le Morbihan.

Enseignante de formation et maintenant à la retraite, elle est bénévole au Centre Lebrete-Irfe depuis 2000.

Elle s'y occupe de la documentation et participe à la rédaction de la revue *Développement et civilisations*.

Contact : [fsevannes@orange.fr](mailto:fsevannes@orange.fr)

**Laurence Kwark** possède la double nationalité coréenne et française. Journaliste de profession, elle a eu de nombreuses responsabilités dans le mouvement étudiant catholique (en Corée et au plan international). Elle a travaillé douze mois au Centre Lebrete en 1998, puis au CCFD (Comité catholique contre la faim et pour le développement) pendant 9 ans, comme chargée de mission. Elle a été élue en 2008 secrétaire générale de Pax Romana (mouvement international de professionnels et intellectuels).

Contact : [lkwark@yahoo.com](mailto:lkwark@yahoo.com)

**Samy L.A.** a fondé l'ONG AREDS (*Association of Rural Education and Development Services*) il y a près de trente ans dans le district de Karur, dans l'État du Tamil Nadu (Sud-Est de l'Inde). Il en est aujourd'hui le directeur exécutif. Il est également membre du Comité d'aménagement du territoire du district et représentant auprès d'un réseau d'ONG, le Forum pour les *livelihood rights* (droits aux moyens d'existence) du Tamil Nadu. Il est activement engagé dans la recherche d'alternatives au développement et le dialogue des civilisations afin que les relations et les partenariats Nord-Sud soutiennent un développement durable par la mise en pratique de processus de développement centrés sur l'être humain.

Contact : [aredsind@gmail.com](mailto:aredsind@gmail.com)

**Geneviève Lebreton**, religieuse chez les Sœurs de l'Immaculée, a eu une expérience de 27 ans en Afrique (R.D. Congo et Congo Brazzaville) comme éducatrice et formatrice de responsables de catéchèse et de communautés de base. À son retour en France, elle s'est engagée au CCFD où elle a assuré le secrétariat diocésain pendant 7 ans, puis elle est entrée au groupe BRES (Bretagne Espérance Solidarité) où elle a participé, entre autres, à la préparation du colloque *Populorum Progressio* en 2007. Elle s'intéresse particulièrement aux rapports entre développement ici et développement en Afrique, aux conséquences des politiques agricoles, des modes de vie et de consommation « d'ici », sur le développement « là-bas ».

Contact : [lebreton.genevieve@voila.fr](mailto:lebreton.genevieve@voila.fr)

**Bernard Lecomte** était élève ingénieur à la Catho de Lille où il suivit une conférence enthousiasmante de Lebreton et Suavet incitant les patrons et les élèves à agir pour une économie humaine. Après sept années dans une entreprise de textile qui ferma, il se reconvertit à l'enquête pour le développement local au Centre d'études d'Économie et Humanisme à Caluire. Fin 1958, il partit au Sénégal comme factotum d'une équipe d'études. Depuis, Il navigue entre la critique de la planification de l'aide internationale et l'écoute des organisations paysannes d'Afrique de l'Ouest.

Contact : [rb-lecomte@wanadoo.fr](mailto:rb-lecomte@wanadoo.fr)

**Renée Lecomte** a travaillé durant cinq années en Afrique et a ensuite lancé avec des amis suisses le GRAD (Groupe de réalisations et d'animation pour le développement), association dont le but est de faire de la vulgarisation à tout niveau et sous toutes les formes possibles, destinée aux enfants et aux adultes, sur tout ce qui concerne l'environnement, les droits humains et les pays du Sud. Maintenant à la retraite, elle continue à travailler dans cette même direction avec cette association.

Contact : [rb-lecomte@wanadoo.fr](mailto:rb-lecomte@wanadoo.fr)

**Dominique Lesaffre** a consacré 30 ans d'engagement dans la finance sociale et solidaire en lien avec les continents du Sud, avec le CCFD en tant que responsable du Service Afrique dans les années 80, avec la RAFAD/FIG à Genève dans les années 90. En outre, il est responsable géographique sur 8 pays d'Afrique, Moyen-Orient, Amérique latine au sein de la SIDI depuis 2001.

Il fait de nombreuses consultations sur ces vastes thématiques ainsi que l'accompagnement à l'émergence de réseaux continentaux d'acteurs de la finance sociale.

Il est fortement engagé sur les questions palestiniennes et sur la souveraineté alimentaire en Afrique. Enfin, il est membre du GRAD dont il fut le président durant 4 années.

Contact : [dom.lesaffre@gmail.com](mailto:dom.lesaffre@gmail.com)

**Odile Lesaffre** travaille en tant que conseillère en formation continue dans un organisme de formation (OF) public depuis plus de dix ans. Sa fonction comprend le pilotage de trois secteurs d'activité (aspects financiers, des ressources humaines, logistiques, relations avec les chefs d'établissement et les partenaires locaux, départementaux et régionaux). De plus, elle s'occupe de la création et du développement d'actions de formation en lien avec les besoins de qualification du territoire. Elle s'occupe également de la mise en œuvre de la politique académique au sein de l'OF (les relations privilégiées avec le rectorat, la participation à des groupes académiques).

Contact : [dosvy7@gmail.com](mailto:dosvy7@gmail.com)

**Lidia Miani** est diplômée de l'École d'administration et de commerce de la région Friuli Venezia Giulia (Italie). Cofondatrice en 1970 de la JOC italienne, elle a assumé des responsabilités du mouvement au niveau européen et international jusqu'en 1980. Elle a ensuite été secrétaire générale du BECOIJ (Bureau européen de coordination des organisations internationales de jeunesse), pendant cinq ans à Bruxelles, puis responsable des projets de développement en Afrique australe, pour une organisation syndicale italienne, pendant dix ans. À partir de fin 1994, elle a travaillé au CCFD comme responsable de la politique d'appui aux partenaires en Asie Pacifique et en Amérique latine. Elle travaille actuellement à une recherche (Paris III) sur le sens du don pour les ONG d'appui au développement, leurs donateurs et leurs partenaires.

Contact : [lmiani@gmail.com](mailto:lmiani@gmail.com)

**Michèle Morel**, engagée dans une congrégation religieuse de l'Ouest, vit actuellement à Rennes dans une tour de 14 étages au milieu d'un quartier multiculturel avec une forte présence musulmane. Cette expérience de la rencontre des cultures et des religions s'est faite au sein d'un hôpital de la banlieue Nord de Paris où elle travailla comme aide-soignante pendant près de 15 ans. C'est à cette époque qu'elle a pris contact avec le Centre Lebret à Paris.

Revenue en Bretagne, elle s'est engagée à BRES (Bretagne Espérance Solidarité) et participe à ses activités depuis 13 ans. Elle en assure actuellement le secrétariat.

Contact : [michele.morel@voila.fr](mailto:michele.morel@voila.fr)

**Louis Pilard** est ingénieur en Agriculture de l'ESA Angers où il a reçu une formation de technicien agricole par la voie de la promotion sociale et de l'enseignement agricole à distance. Il possède également une maîtrise en sciences économiques (Rennes).

Il a travaillé dans la banque pendant 28 ans, assurant la direction de caisses régionales du Crédit agricole (Indre-et-Loire puis Antilles). À la retraite depuis 1998, il est membre de BRES (Bretagne Espérance Solidarité) ainsi qu'administrateur des Semaines sociales de Bretagne et a été accompagnateur ADIE pendant 7 ans.

Contact : [louispilard@wanadoo.fr](mailto:louispilard@wanadoo.fr)

**Lily Razafimbelo** est chercheuse-enseignante, docteur en gestion (science de l'information et de la communication). Elle dirige aujourd'hui en tant que chef de département le Centre d'information et de documentation scientifique et technique (organisme rattaché au ministère de l'Enseignement supérieur et de la recherche scientifique). Elle est également enseignante vacataire aux Départements d'histoire et de philosophie de la Faculté des Lettres et des sciences humaines de l'Université d'Antananarivo.

Elle milite au sein d'organisations de la société civile dans les domaines environnement et produits toxiques, participation citoyenne, promotion de l'égalité homme-femme en politique, gouvernance et démocratie. Depuis le début de la crise politique que vit le pays en janvier 2009, elle s'est impliquée, au titre du Collectif des citoyens et des organisations citoyennes, dans la recherche de solutions consensuelles, inclusives et pacifiques de sortie de crise.

Contact : [lrazafimbelo@yahoo.fr](mailto:lrazafimbelo@yahoo.fr)

**Morgane Retière** est salariée au Centre Lebret-Irfed depuis décembre 2009. Elle a une formation d'ingénieure agronome, finalisée en 2009 et réalisée entre Paris-Grignon (AgroParisTech) et Piracicaba (État de São Paulo, Brésil). Elle est également membre d'une association dont le but est de soutenir la création d'une ferme collective et autonome, pour la préservation de la biodiversité cultivée et la recherche et l'expérimentation d'alternatives à une société d'hyperconsommation.

Contact : [morgane.retiere@gmail.com](mailto:morgane.retiere@gmail.com)

**Sally Rousset** fait partie de l'équipe salariée du Centre Lebret-Irfed. Elle a commencé à travailler à mi-temps avec l'Irfed en 1994 en tant que documentaliste pour son centre de documentation. En 1999, elle a rejoint l'équipe du Centre Lebret (l'autre mi-temps) dans son travail avec l'Asie (projets et réseau). Elle avait auparavant travaillé à Paris avec 3 associations : le Collectif Narmada, Frères des hommes, Femmes et changements. Aux Philippines, son parcours professionnel s'est déroulé avec le NASSA (*National Secretariat of Social Action*) en tant qu'analyste des projets et la « Student Catholic Action » en tant qu'animatrice des groupes de jeunes dans les lycées publics.

Contact : [sally.rousset@lebret-irfed.org](mailto:sally.rousset@lebret-irfed.org)

**Antoine Sondag** est prêtre et responsable des « Études et recherches internationales » au Secours catholique. Il est l'ancien secrétaire général de Justice et Paix-France (Conférence des évêques de France). Son dernier ouvrage s'intitule *La solidarité, chemin de spiritualité* (Salvator).

Contact : [asondag57@yahoo.fr](mailto:asondag57@yahoo.fr)

**Marlyse Thommen-Strasser** a travaillé de 1980 à 1991 au Comité catholique contre la faim et pour le développement (CCFD) à Paris ; elle y était chargée de mission pour l'Amérique latine. De 1995 à 2001, elle a séjourné en Haïti où elle travaillait pour la Fédération des écoles protestantes d'Haïti, chargée de la formation de cadres de l'éducation formelle (superviseurs des écoles primaires protestantes). Elle a collaboré depuis son retour avec le Centre International Lebret-Irfed, notamment dans la préparation et le déroulement de la série de séminaires et ateliers décidés à la suite du séminaire d'Addis Abeba de 2001. Actuellement membre de la Plate-forme Haïti de Suisse (PFHS) au nom du Réseau Lebret et membre du Mouvement pour la coopération internationale (MCI) à Genève, elle est spécialement en charge des projets concernant Haïti et Timor Leste.

Contact : [marlyse.thommen@bluewin.ch](mailto:marlyse.thommen@bluewin.ch)

**Michel Tissier** réside en Île de France. Il a travaillé successivement dans la formation des populations immigrées, comme syndicaliste (CFDT), dans le service public de l'emploi et comme consultant sur la responsabilité sociale des entreprises. Il a été coopérant dans le domaine de la formation et de l'emploi en Algérie et au Maroc. Aujourd'hui retraité, il est militant à Amnesty International et reste un citoyen désireux de s'engager pour un développement humain solidaire.

Contact : [michel48tissier@orange.fr](mailto:michel48tissier@orange.fr)

**Christian Valantin** est né à Saint-Louis du Sénégal. Il a débuté sa carrière administrative en tant que chef de cabinet du président Senghor, alors président de l'Assemblée fédérale du Mali de 1959 à 1960. Il fut le directeur de cabinet du ministre du Plan et du développement de 1960 à juin 1961 où il devient le gouverneur de Thiès de jusqu'en décembre 1962. En 1963 il est nommé directeur général de l'Office de commercialisation agricole (OCA) jusqu'en 1966 où il devient alors le directeur de cabinet du président Senghor en sa qualité de président de la République du Sénégal de 1966 à 1968. Il débute alors sa carrière politique et parlementaire en tant que député du Sénégal de 1968 jusqu'à l'an 2000. Il fut également rapporteur général du budget de 1968 à 1986 pour devenir ensuite président de la Commission des finances de 1986 à 1993. Enfin, il accédera au poste de premier vice-président de l'Assemblée nationale du Sénégal de 1993 à 2000.

Contact : [christianvalantin@yahoo.fr](mailto:christianvalantin@yahoo.fr)

**Richard Werly** est correspondant permanent à Bruxelles du quotidien Suisse *Le Temps*, en charge des affaires européennes et de l'Otan. Ancien correspondant en Asie, à Bangkok puis Tokyo, Richard Werly est l'auteur de plusieurs ouvrages dont *Iqbal, l'enfant esclave* (Fayard, 1995), *Dans les soutes du miracle asiatique* (Stock, 1998) et *Tsunami, la vérité humaine* (Ed. du Jubilé, 2005). Il fut auparavant journaliste à *La Vie*, *La Croix*, *Télérama*, la Radio-télévision suisse-romande et *Libération*. Il dispose d'une rubrique mensuelle consacrée à la géopolitique de l'Asie dans les colonnes du mensuel *Le Gavroche* et est aussi animateur de la maison d'édition AsiInfo publishing, basée à Bangkok. À titre bénévole, il est rédacteur en chef de la revue *Développement et civilisations* du Centre Lebrét-Irfed (Paris), vice-président du Centre catholique international de Genève, membre associé de la Fondation Asie-Europe (Singapour) et membre du comité du Festival du film sur les droits humains de Genève.

Contact : [richard.werly@letemps.ch](mailto:richard.werly@letemps.ch)

**Benoît Willot** est cadre à Pôle emploi dans lequel il est spécialiste des questions d'appui à la création d'entreprises en France et dans les pays du tiers-monde. Il est responsable de plusieurs associations de financement, d'accompagnement ou de formation de micro-entreprises. Élu local à Joinville-le-Pont (Val de Marne), c'est un militant de l'économie sociale et solidaire. Il est président d'Irfed Europe (Éducation, Culture, Développement).

Contact : [benoit.willot@laposte.net](mailto:benoit.willot@laposte.net)



## Réseau international Développement et Civilisations

Le **Réseau international Développement et Civilisations** regroupe des acteurs locaux de changement social, personnes et organisations, qui œuvrent, dans leur environnement, au « développement de tout l'homme et de tous les hommes », selon l'expression de Louis-Joseph Lebet<sup>1</sup>, quelle que soit l'appartenance ethnique, culturelle ou religieuse de ceux auxquels ils s'adressent.

L'échange d'expériences et la solidarité renforcent la capacité de chacun des membres du Réseau de réaliser ses objectifs. La réflexion entre membres de différentes régions du monde élargit les enseignements qu'ils peuvent tirer de leurs expériences de terrain et approfondit la compréhension qu'ils ont de l'impact de l'environnement international sur leur action. Cette réflexion donne une portée plus générale aux expériences individuelles et permet d'aboutir à des recommandations pour influencer la conception, la mise en œuvre et l'évaluation des politiques publiques.

<sup>1</sup>Louis-Joseph Lebet, économiste, prêtre dominicain, né à Saint-Malo (France) en 1897, mort à Paris en 1966, est avec François Perroux, un des grands penseurs du développement. Il a contribué à l'élaboration de programmes de développement dans de nombreux pays. Il participa à la première CNUCED et fut l'un des principaux rédacteurs de l'encyclique *Populorum Progressio*.

### Comment nous contacter ?

#### Secrétariat

#### Réseau international Développement et Civilisations

49, rue de la Glacière  
75 013 PARIS - France

Tél. : 00 33 (0)1 47 07 10 07  
Fax : 00 33 (0)1 47 07 68 66

E-mail : [contact@lebet-irfed.org](mailto:contact@lebet-irfed.org)  
Site : [www.lebet-irfed.org](http://www.lebet-irfed.org)

